

CAUSES

COMMUNES

TRIMESTRIEL DES SOCIALISTES
VILLE DE GENÈVE



*UNE VILLE
MILLE
QUARTIERS*

AVRIL - MAI 2024

63

UNE VILLE, MILLE QUARTIERS



SYLVAIN THÉVOZ
DÉPUTÉ
COORDINATEUR CAUSES COMMUNES

Il existe un découpage administratif de la Ville, en secteurs et sous-secteurs.

Il y a un découpage contraint par les voies de circulations ou les obstacles naturels (cours d'eau, fleuve, lac, etc). Il y a surtout un découpage affectif, social, mental, avec des repères et des contraintes avec lesquels chacune et chacun compose différemment.

Demandez autour de vous, à vos voisines de dessiner leur quartier, chacun-e ou presque en esquissera une représentation différente. Contours singuliers, idées de centralité variables. Certaines frontières montreront toute leur porosité et subjectivités, d'autres seront très concrètes, voire brutales.

Quand on parle de quartiers, on n'est jamais très sûr de parler de la même chose, des mêmes endroits, et d'en bien cibler les contours. Alors, on cherche à préciser le nom des rues, des lieux-dits, des monuments emblématiques, à poser des balises. On dit: entre la gare et l'Îlot 13, derrière Ba-

by-Plage, en bas de la Servette... on invente des noms qui officiellement n'en sont pas: "le parc Russe" à Vieusseux, on réinvente sa ville, à son échelle.

Dans la multitude et la diversité, ce numéro de *Causes Communes* nous plonge dans cette infinie richesse des quartiers. Voilà que l'on descend alors d'un cran plus bas sur l'échelle des grandeurs, et que notre intérêt augmente. Nous voilà sur le terrain, à hauteur d'hommes et de femmes, dans les cafés, au milieu des parcs, là où des initiatives, des solidarités se nouent! Nous sommes à l'échelle où la ville s'éprouve, se vit: où celles et ceux qui la font, pâté de maison par pâté de maison, habitation par habitation, l'animent, y souffrent, y fêtent, la font prospérer.

Maisons de quartier, associations, collectifs, coopératives, initiatives citoyennes, toute cette expertise nous enseigne et le travail accumulé par ces acteurs sociaux est une richesse dont on ne saurait se passer et qu'il faut absolument valoriser. Les réponses aux problématiques singulières de chaque quartier est à saluer. Les niveaux socio-économiques, les compositions sociales ne sont pas partout les mêmes. Mais si les différences sont fortes, quels sont les rapprochements possibles aussi, les parallèles, par exemple, entre Vieusseux et Champel? Bien entendu, rien

n'est homogène, et l'on devrait toujours, en entrant dans un quartier, éviter de le réduire à quelques visions préconçues, des clichés éculés, afin de les découvrir avec un regard neuf.

Nous savons que la ville ne se gèrera jamais du haut vers le bas, mais qu'elle se construira toujours dans la multitude des avis contradictoires, des attentes paradoxales, au creuset d'usages croisés. Elle se développe non par décret, mais par consultation, concertation, bref par adhésion, au plus près des besoins des habitant-es et partenaires, de leurs nécessités.

Nous plaidons dans ce numéro pour une meilleure compréhension de l'échelle des habitant-es, de leurs rythmes et invitons les décideuses et décideurs, leur administration, à les écouter et les suivre. Car ce sont elles, ce sont eux, les expert-es de la Ville, et de ses mille quartiers! Puissent celles et ceux qui font la Ville, celles et ceux que les quartiers façonnent, être toujours bien entendu-es et reçu-es des autorités et de l'administration. De notre côté, nous en prenons l'engagement, et agissons dans ce sens.

CAUSES COMMUNES

TRIMESTRIEL ÉDITÉ PAR LE PARTI SOCIALISTE DE LA VILLE DE GENÈVE
Rue des Voisins 15
1205 Genève

www.ps-geneve.ch

Un journal 100% pensé, conçu et réalisé à Genève!
Envie de soutenir *Causes Communes*: abonnez-vous!
Envoyez vos coordonnées à psvg@ps-geneve.ch

IBAN CH17 0839 0038 3293 1000 1 (Banque alternative)
à l'ordre de **Parti socialiste Ville de Genève, 1205 Genève**

Coordination rédactionnelle: Sylvain Thévoz

Comité rédactionnel: Olivia Bessat, Vanessa Klein, François Mireval, Dalya Mitri, Noé Rouget, Florian Schweri, Manuel Zwysig.

Ont collaboré à ce numéro: Silvia Bernardi, Collectif des habitant-e-s de St-Gervais, Comité Association Ô P'tit Sac, Marine Delévaux, Daniel Dind, Karine Duplan, Manéli Farahmand, Jean-Pierre Fioux, Jérôme Fontana, Léonilde Francès, Léa Herquel, Marina Janssens, Alexandre William Junod, Sami Kanaan, Christina Kitsos, Albert Knechtli, Albana Krasniqi, Nicolas Künzler, Jean-Charles Lathion, Matthias Lecoq, Ueli Leuenerberger, Anne-Céline Machet, Maison internationale des associations, Jean-Marie Mellana, Rémi Merle, Sébastien Munafò, Juliette Salzmänn, Salma Selle, Matthias Solenthaler, Robert Stitelmann, Kyo Taha, Isabelle Toumi, Nicole Valiquier Grecuccio, Julien Vascotto, Inna Wars, Christian Zaugg.

Illustrations: Loris Grillet, Kumocorp.org

Maquette et mise en page: Atelier supercoccotte

Impression: Imprimerie Nationale, Genève

Tirage: 3000 exemplaires sur papier recyclé



APOLOGIE DE LA JEUNESSE

SALMA SELLE
CONSEILLÈRE MUNICIPALE,
MEMBRE DE LA JEUNESSE SOCIALISTE GENEVOISE

Une chose est sûre, c'est que la jeunesse dérange. Depuis toujours les jeunes font peur, alarment, sont le symbole d'une décadence de la société et sont l'objet de critiques chez leurs aîné-es. «C'était mieux avant»... sauf que non. La jeunesse c'est un entre-deux, «une passerelle vers un nouveau temps», le moteur d'un changement. La jeunesse c'est la résistance à l'autorité, un moment d'émancipation. Trop bruyante, trop désordonnée, une fougue qui échappe aux codes sociaux préétablis.

Alors qu'en est-il ? Où sont les jeunes en ville de Genève et quel est leur place dans l'espace public ?

La jeunesse, le plus souvent on s'y oppose. On essaie de la dominer de la contrôler et de la faire passer au plus vite à l'âge adulte. La place de la jeunesse en ville, c'est avant tout celle que les jeunes s'octroient. A titre d'exemple, prenons le projet de skate-park aux Grottes, fait par et pour les jeunes. C'est un projet de réaménagement d'une parcelle de verdure, laissée presque à l'abandon et qui sert aujourd'hui de parc à chien pour les habitant-es du quartier. Evidemment, un tel changement, surtout initiée par cette jeunesse décadente, est et a été source de remous. Les chiens oui, les jeunes non. Parce qu'après tous les chiens, eux ils obéissent.

Rarement, on implique les jeunes dans le processus de création de la ville. Pourtant la jeunesse est là. Elle n'est pas proche de disparaître - heureusement - alors il serait temps de lui faire place. Quelles solutions ? On ressort du placard le concept de droit à la ville de Lefebvre et on le remet au goût du jour. Le droit à la ville, rappelons-le, c'est le principe selon lequel chaque individu a le droit de participer activement à la vie et à la gouvernance de sa ville, ainsi que de bénéficier pleinement des ressources et des opportunités qu'elle offre. Le droit à la ville peut avoir différentes facettes. Idéalement, ou plutôt théoriquement. Il s'inscrit dans une démarche de ville inclusive. Globalement, le droit à la ville a une dimension intrinsèquement participative.

Pour autant, on ne peut dire qu'il n'y a pas de démarche participative en ville. On ne peut pas non plus dire qu'il n'existe pas de lieux dédiés à la jeunesse. La Ville met à disposition différents espaces en plus des lieux publics comme les maisons de quartiers qui peuvent jouer un rôle fédérateur. De nom-

breux événements culturels et artistiques sont organisés avec les acteurs et actrices locales engagées auprès de la jeunesse. Les travailleurs/euses sociaux/ales hors murs jouent un rôle clé sur le terrain en accompagnant les jeunes au quotidien.

Si ce texte se focalise sur l'interconnexion entre les défis rencontrés par les jeunes en milieu urbain, et les problèmes inhérents à l'aménagement des villes, c'est parce que les jeunes habitant dans des centres urbains comme Genève se retrouvent confrontés à une série d'obstacles directement liés aux dynamiques urbaines. Parmi ces défis, le manque de logements abordables, l'augmentation du coût de la vie, les dépenses liées aux transports, à la santé et à l'alimentation. Autant de réalités qui pèsent sur les épaules des jeunes urbain-es.

Concernant les espaces dédiés aux jeunes, ils sont souvent conçus sans réelle implication des jeunes, ce qui limite leur efficacité et leur pertinence. Ainsi, le besoin de lieux publics inclusifs où les jeunes peuvent se réunir, échanger des idées et s'engager dans la vie communautaire demeure criant. Il est impératif de repenser la manière dont les espaces urbains sont conçus et planifiés, en accordant une attention particulière aux besoins et aux perspectives des jeunes. La collaboration étroite avec la jeunesse dans la conception et la réalisation de ces espaces est essentielle pour garantir leur pertinence et leur efficacité dans la promotion de la participation et de l'inclusion des jeunes dans la vie urbaine.



DONNER UNE VOIX À TOUTES ET TOUS

CHRISTINA KITSOS
CONSEILLÈRE ADMINISTRATIVE
EN CHARGE DE LA COHÉSION SOCIALE
ET DE LA SOLIDARITÉ

Les habitantes et habitants sont les expert-es de leur quartier. Elles et ils connaissent la réalité vécue, les difficultés rencontrées sur le terrain, les besoins ainsi que les opportunités et succès qui s’y développent.

L’action publique menée en partenariat avec les associations est essentielle pour relever les enjeux majeurs actuels, comme le vieillissement de la population et les risques d’isolement qui en découlent, ou encore la question des familles et des jeunes confrontés à un contexte socio-économique tendu. Les services publics se doivent d’être agiles pour élaborer des projets spécifiques, accompagner et fédérer les partenaires autour d’actions communes, ainsi que pour traiter certaines problématiques qui nécessitent des interventions concertées à large échelle.

C’est là l’essence même de la politique sociale de proximité (PSP) que nous déployons au quotidien au sein du Département de la cohésion sociale et de la solidarité. En effet, la PSP vise à répondre aux besoins évolutifs de la population. Elle se matérialise par un dispositif présent dans les différents quartiers, des infrastructures de qualité et largement accessibles, et des équipes multidisciplinaires au service des habitant-es. Ce faisant, elle offre des réponses individuelles et collectives, au plus proche du quotidien

de chacun-e. Face aux défis actuels, elle a pour mission, en complémentarité et en subsidiarité aux acteurs cantonaux et associatifs, d’agir sur 3 piliers que sont la stimulation des liens sociaux, l’information et l’orientation sociale individuelle et la mise en place d’actions spécifiques, notamment en lien avec les thématiques liées à la prévention dans le domaine de la santé.

Pour ce faire, elle offre plusieurs leviers de participation et de soutien afin de renforcer le pouvoir d’agir. Ainsi, elle permet :

- d’accéder à près de 200 activités proposées dans les Espaces de quartier ;
- d’obtenir des informations et une orientation dans un Point info. De plus, les équipes se déplacent hors les murs à l’occasion de certains événements ;
- de bénéficier d’une première consultation de santé ;
- de recevoir un soutien dans l’organisation d’un événement de quartier, la mise sur pied ou le développement d’un projet, d’un collectif ou d’une association de quartier ;
- d’accompagner les bénévoles dans leur engagement et le développement de leurs compétences.

C’est ainsi que la PSP, en collaboration avec des habitant-es et avec les associations de quartier, a notamment développé en 2023 le projet *la Place des Grottes est à vous*. L’objectif était la mise en place d’un programme d’activités pour faciliter les rencontres, ren-

forcer les liens entre les citoyen-nes afin de favoriser une occupation positive de la place des Grottes. Ce projet a suscité une mobilisation très positive des habitant-es et associations/institutions du quartier et une importante adhésion. Forts de ce succès, tous les partenaires impliqués souhaitent que ce projet soit reconduit cette année.

C’est un exemple parmi les nombreuses actions portées entièrement ou soutenues par les équipes de la PSP, au quotidien. Les actions de proximité de mon département ne s’arrêtent pas là. En effet, les budgets participatifs au sein des écoles permettent aux enfants, aux parents, aux partenaires parascolaires, ainsi qu’aux enseignant-es de développer des projets. Cette participation peut aussi se concrétiser lors de rénovations ou travaux d’aménagements dans les écoles. Les enfants sont aussi amené-es à donner leur avis dès le plus jeune âge avec le prix P’tits Mômes ou le Coup de cœur des jeunes lectrices et lecteurs. C’est ainsi qu’elles et ils apprennent à donner leur avis, à s’exprimer et ainsi à expérimenter les prémisses du système démocratique. Il est essentiel que les habitant-es soient entendu-es afin que les prestations déployées répondent au mieux aux attentes.

En tant que collectivité publique, nous avons le devoir d’agir pour renforcer la justice sociale et l’égalité. Ces valeurs s’incarnent au plus proche des habitant-es par notre action, à l’échelle des quartiers.



LA CULTURE AU CŒUR DES QUARTIERS

SAMI KANAAN
CONSEILLER ADMINISTRATIF DE LA VILLE DE GENÈVE
EN CHARGE DE LA CULTURE ET DE LA TRANSITION
NUMÉRIQUE

Il est difficile de choisir un exemple de proposition culturelle qui participe de la vie de quartier, car il y en a trop ! J'ai néanmoins choisi de revenir dans cet article sur des actrices culturelles dont on parle peut-être moins que d'autres, mais qui jouent un rôle fondamental dans la vie de proximité de nos quartiers : les bibliothèques municipales (BM).

Bien sûr, j'aurais pu prendre d'autres exemples. L'émergence de la nouvelle Comédie au cœur d'un tout nouveau morceau de ville au cœur des Eaux-Vives, par exemple. Ou alors le Fonds municipal d'art contemporain, plus récemment établi à Carré-Vert à la Jonction et qui déploie ses œuvres et son offre de médiation aux habitants du quartier comme à nombre de publics empêchés. Ou encore l'accueil par la Ville des «6 Toits» sur la Zone industrielle des Charmilles, réunissant des ensembles de musiques contemporaines pointus et le Conservatoire populaire de musique, danse et théâtre, et qui met en place une interaction forte avec un quartier éminemment populaire. Enfin, je crois que je regretterai encore longtemps les blocages absurdes d'une fondation immobilière cantonale qui ont miné l'ouverture du DIX, projet accompagné et soutenu par la Ville il y a quelques années, et qui aurait constitué un lieu de création et d'expérimentation numériques aux Pâquis.

Mais, dans cette diversité, les bibliothèques municipales jouent un rôle à part. Il s'agit d'un réseau de bibliothèques présentes dans 7 quartiers, accompagnées par 4 «bibli-o-bus» qui desservent 28 communes genevoises. Au centre, figure bien sûr la Bibliothèque de la Cité, lieu principal du réseau, à laquelle s'ajoutent les 6 bibliothèques de quartier proposant un espace de lecture publique gratuit et accueillant aux Eaux-Vives, à la Jonction, aux Minoteries, aux Pâquis, à Saint-Jean et à la Servette. Nous avons mené un cycle important de rénovation et de mise à niveau des espaces, si on pense aux Bibliothèques des Minoteries, des Eaux-Vives et de Saint-Jean magnifiquement rénovées ; le chantier est en cours actuellement pour celle de Saint-Jean. Ce sera aussi le cas bientôt pour celle de la Servette, et nous prévoyons une nouvelle bibliothèque de quartier d'un côté ou de l'autre de la route de Acacias, vers le Carrefour de l'Etoile, afin d'accompagner le développement du secteur du PAV.

On imagine souvent une bibliothèque simplement comme un dépôt de livres ouvert au public. C'est correct et c'est déjà inestimable ! Mais c'est aussi beaucoup plus que cela. Les BM proposent en effet un espace non-marchand qui permet d'accéder à des médias d'actualité, des magazines, des ressources audio-visuelles et surtout... à des bibliothécaires ! Le personnel des BM est en effet constitué de spécialistes de l'information documentaire qui sauront vous aiguiller dans vos recherches d'informations. Ce sont aussi - on ne choisit pas ce métier par hasard - des passionné-es de livres dont l'enthousiasme communicatif ne manquera pas de donner envie de lire, d'aiguiser votre curiosité et de lever la grand-voile de l'imagination.

Enfin, les bibliothèques de quartier sont des espaces de proximité ouverts à la population qui proposent des événements tout au long de l'année : ateliers d'apprentissage du français, accompagnement aux démarches informatiques, programmation de robots, projection de film, lecture avec son bébé, langue des signes, initiation à l'art de la typographie, conférence-débat sur des enjeux de société, codage informatique, théâtre, rencontre avec des autrices et auteurs ou tout simplement... lecture !

Les BM sont des actrices privilégiées de la culture de proximité. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que j'ai souhaité, à un moment où certain-es les voyaient comme «finies» à l'heure du numérique, dès 2011, développer leur rôle, mettre en place le service www.interroge.ch, offrir l'emprunt de e-book et proposer, toujours autour du livre, une palette de propositions culturelles. Les BM sont des espaces hyper-précieux pour créer du lien à l'échelle d'un quartier, participer à promouvoir la lecture, donner accès à la culture, offrir un espace d'accompagnement informatique et d'inclusion numérique, pour des publics qui hésiteraient peut-être à pousser les portes d'une «grande» institution culturelle comme le Musée d'art et d'histoire, la Comédie ou le Grand Théâtre, chargées de leur poids symbolique.

Les bibliothèques de quartier sont devenues des tiers-lieux proches de chez soi. Facilement accessibles, gratuits et ouverts à toutes et tous. Si vous n'êtes plus retourné-es récemment dans votre bibliothèque, n'hésitez pas à y faire un tour !

Info et événements : <http://institutions.ville-geneve.ch/fr/bm/agenda/>

PRÉ-EN-BULLE

COLLECTIF EN TRAVAIL

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

L'association Pré-en-bulle est une référence. Son dynamisme, sa créativité, sa capacité à répondre aux besoins et attentes des habitant-es sont salués loin à la ronde. Pré-en-bulle, ce sont des compétences qui se déploient dans le quartier des Grottes et mettent en mouvement les idées des habitant-es, de son comité, de l'équipe. La spécificité de cette maison de quartier est de ne pas avoir de lieu fixe, et donc d'investir au maximum l'espace public pour y déployer ses activités, ses événements. Tant mieux qu'il n'y ait pas de maison de quartier, car le quartier est notre maison ! Ce cri du cœur, très concret, résonne aux Grottes depuis 1996. Rencontre avec Kyo Taha, animateur socio-culturel et Silvia Bernardi, membre du comité de l'association.

Sylvain Thévoz : Quel est le rôle de Pré-en-Bulle dans le quartier des Grottes ?

Kyo Taha, Silvia Bernardi : Notre rôle est de développer et favoriser les activités, la cohésion sociale dans le quartier. L'absence de lieux d'accueil de l'association a entraîné une tendance à occuper l'espace public à

l'aide de triporteurs, d'occupations éphémère et pérenne de l'espace public, par des propositions d'aménagements ou des grandes fêtes de quartier. L'association est née grâce au soutien de la Maison de quartier des asters. Aujourd'hui, le soutien et l'aide à la création d'associations est profondément ancré dans nos valeurs et notre pratique. Nous avons par exemple eu des contacts avec le collectif des habitant-es de Saint-Gervais et l'association des habitant-es du Petit-Saconnex qui demandent depuis un certain nombre d'années le déploiement de moyens pour inscrire une maison de quartier sur leurs secteurs.

Quelles sont les limites géographiques de ce quartier ?

Elles sont floues et différentes en fonction de nos interlocuteurs. Pour nous, il s'agit surtout de s'adapter en fonction des besoins, des demandes d'habitant-e-s ou des collectivités. En ce moment, la place des Grottes est une zone sensible par exemple et nous l'occupons de manière renforcée afin d'y faire revenir les familles, les enfants et les adolescent-es. De fait, le territoire varie en fonction du bâti, des projets et des besoins. Beaulieu et la Buissonnière en sont un bon exemple. La présence de l'association dans le collectif Beaulieu a assuré une présence et des activités dans le parc. La construction de la tour en bois de la Buissonnière a encore renforcé notre présence et finalement l'ouverture de l'école de Chandieu a entraîné l'arrivée de plus d'enfants et de demande de lieu d'animation pour ces derniers. Il faut rappeler que Chandieu n'est pas vraiment dans notre secteur, mais la Maison de quartier des Asters est déjà bien pleine. Les habitant-es bougent d'un quartier à l'autre. L'ouverture des centres aérés, avec des critères plus stricts d'inscription, met en lumière le besoin réel de moyens supplémentaires pour l'animation

socioculturelle, notamment dans la zone du Petit-Saconnex. Les zones se densifient, les habitant-es sont plus nombreux/euses. La notion de territoire ou de limites se ressent principalement lors d'inscriptions pour des centres aérés ou des camps. C'est le seul moment pour nous où le domicile des parents est un critère à prendre en compte. Nous nous concertons avec la maison de quartier des Asters / Servette lors des inscriptions afin de se répartir les inscrit-es se trouvant à la limite de nos terrains. Nous appuyons bien évidemment ce besoin réel d'obtenir davantage de moyens pour les accueils aux Asters / Servette. Nous devons réfléchir le territoire comme composé de multiples secteurs et non comme un unique quartier, comme les Pâquis ou la Jonction plus facilement délimitable.

Comment voyez-vous les évolutions de ces secteurs à court et moyen terme ?

À court terme, nous nous réjouissons de la construction prochaine du skate park que les jeunes de l'association Espace freestyle Montbrillant (EFM) demandent depuis longtemps. Nous sommes également régulièrement en contact avec les riverain-es des Grottes qui ont obtenu l'installation d'une forêt Miyawaki et d'un terrain de football en remplacement de places de parkings. Il reste la question du « Losange » derrière le pavillon bleu qui est toujours un vieux parking qui pourrait être valorisé avec un projet éphémère (par exemple une maison du vélo, un pump track, ou autre). Il y a encore beaucoup de plus-value potentielle sur d'autres espaces disponibles durant ces 5-6 prochaines années. Nous défendons une architecture légère qui oriente la programmation à venir et des aménagements pensés avec les habitant-es. Les transformations et l'évolution du quartier sont portés par des associations d'habitant-e-s dont Pré en bulle, mais la réactivité dont la Ville a pu



faire preuve concernant certains chantiers témoigne de sa confiance en l'expertise des habitant-es et une cohérence avec l'écologie, la citoyenneté et la cohésion sociale.

Et à long terme ?

À long terme, les changements ne sont qu'une préparation aux futurs travaux de la gare Cornavin et le déménagement potentiel de Quai 9 qui a nos yeux changeront fortement le quartier. Les contacts réguliers avec les collectifs d'habitant-e-s, les politiques et l'occupation régulière de l'espace public nous permettent de suivre ces différents dossiers de près. Finalement, notre comité de gestion nous permet de ne pas dépendre d'un agenda politique ou d'un changement de magistrat-e. Nous pouvons sereinement travailler sur le long terme et envisager des implications ciblées sur les projets que nous souhaitons.

Quels sont les attentes des habitant-es concernant les évolutions du quartier ?

Le comité de Pré-en-bulle est composé d'habitant-es. Le quartier est un vivier de citoyen-nes engagé-es et impliqué-es (collectif 500, collectif Beaulieu, Association Espace Freestyle Montbrillant (EFM), contrat de quartier, etc.) Le tissu social est très fort. Il y a aussi de nombreuses coopératives, préaux, des associations avec qui nous avons des échanges, partageons des mises à disposition de matériel, etc. La Ville est à 85% propriétaire du bâti aux Grottes (dont l'Almacen, l'Arcade des Grottes, etc), ce qui facilite grandement aussi le déploiement d'activités et de partenariats dynamiques.

Toutefois les habitant-e-s témoignent aujourd'hui d'une réelle inquiétude concernant la place des Grottes et de ses usagers. Des familles reconnaissent ne plus passer par la place et recommandent à leurs

enfants de faire pareil. Des voisin-es sont excédé-es par le bruit et les nuisances. On peut donc affirmer que les habitant-es souhaitent un retour à une certaine quiétude, des rapports apaisés avec les marginaux de la place et un climat plus serein sur la place des Grottes. On se questionne sur la volonté politique d'implanter plus durablement le quai 9 et de l'agrandir aux Grottes, pour un coût de plusieurs millions. A notre avis, si nous ne questionnons pas la pertinence du quai 9 aux Grottes, nous souhaiterions qu'il fasse des petits ailleurs, afin de répartir les charges en plusieurs lieux plutôt que s'agrandir uniquement aux Grottes.

Quelles sont vos principales attentes ?

Là encore, nous travaillons et souhaitons rendre le quartier plus agréable pour tous et toutes. Sur un plan logistique, nous devons anticiper les travaux à venir dans les bâtiments de l'ancien site horticole de Beaulieu où nous avons actuellement un espace de parking pour nos triporteurs et de rangement pour une partie de notre matériel qui va disparaître après les rénovations des bâtiments. Cet espace est concerné par le chantier à venir et nous devons déménager nos affaires. L'emplacement n'est pas encore défini, mais la petite maison dans le parc des Croupettes est une possibilité à réfléchir. Le déplacement d'un de nos lieux satellites (Tamagotchi, Buissonière, Cabane à costume) va entraîner des changements et de nouvelles opportunités de rencontre, de réseau et de pratiques. Cela nous permettra de rayonner depuis un nouveau lieu et ouvrira un nouveau champ d'hypothèses avec de nouvelles structures, de nouveaux acteurs et habitants. Nous soutenons les habitant-es qui demandent à la Ville un aménagement pour ombrager la place des Grottes, pour aider à une utilisation plus régulière, même en l'absence d'animations spécifiques. Nous soutenons également la

proposition de mettre en place une scène ronde semi-permanente sur la place des Grottes, pour encourager les petites performances, dans l'esprit des « kiosques à musique » présents dans les parcs ou certaines places.

Qu'est-ce qui plaît ou déplaît aux habitant-es dans le quartier ?

Les Grottes, c'est un quartier vivant avec une forte mixité culturelle et sociale. C'est un quartier festif et engagé. Ce qui est plus délicat à vivre pour les habitant-es est principalement lié aux nuisances sonores (en lien avec la vie nocturne), les tensions entre habitant-es, la consommation de drogues, le littering, etc... Cela demande de l'accompagnement, du dialogue et la mise en place de réponses concertées. L'arrivée du gros chantier CFF dans quelques années va considérablement impacter le quartier.

Dans un monde idéal, le quartier des Grottes ce serait ?

Un quartier plus vert, dont l'occupation de l'espace public serait facilitée. Un terrain d'expérimentation pour toutes et tous avec moins de démarches administratives et de complexités. Cela permettrait aux habitant-es, aux associations, d'essayer de se saisir du domaine public sans craindre les réponses négatives et d'ajuster leurs interventions au besoin. Par la base, pour la base en développant une culture du consensus entre tous et toutes.

www.preenbulle.ch



FAIRE PEAU NEUVE EN VIEILLE VILLE

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

L'association des habitants du quartier centre et la Vieille Ville (AHCVV) fourmille d'idées pour rendre la Vieille Ville et le Centre plus vivant et davantage tourné vers le bien-être de ses habitant-es. Rencontre avec son président, Jean-Charles Lathion.

Vanessa Klein : Quel est le rôle de l'association des habitants dans le quartier du Centre et de la Vieille Ville ?

Jean-Charles Lathion : L'AHCVV se veut la représentante des habitant-es du quartier. A ce titre, elle défend leurs intérêts. Elle participe aux consultations des autorités de la Ville et du Canton et elle est une force de propositions.

Comment considérez-vous les limites géographiques de ce quartier ?

Les limites géographiques du quartier correspondent à l'arrondissement électoral Cité-Rive. En ce sens, elles englobent largement la Vieille-Ville et les rues basses, allant jusqu'aux Tranchées et à Plainpalais.

Comment voyez-vous les évolutions de ce quartier à court et moyen terme ?

L'AHCVV s'est vivement impliquée dans la préservation de l'Alhambra. Elle défend

actuellement la construction d'une coopérative d'habitation dans le prolongement de la zone Calvin-Pélisserie. Elle participe à la consultation sur la requalification de la Rôtisserie et sur la piétonnisation de trois rues (rue du Port, rue du Prince, rue de la Tour-Maîtresse) dans les rues basses. Elle est, en outre, à l'origine de deux propositions importantes déposées au Grand Conseil (la motion M-2750) et au Conseil municipal de la Ville de Genève (la motion M-1655), qui demandent aux autorités d'examiner la possibilité de transformer les bureaux des administrations cantonale et municipale en logements partout où cela s'avère possible. Nous aimerions également faire vivre un marché sur la Promenade de la Treille.

Quels sont les attentes des habitant-es concernant les évolutions de ce quartier ?

Continuer la piétonnisation de la Vieille-Ville et réguler le trafic en instaurant des règles claires à faire respecter.

Et les vôtres ?

Que les autorités se saisissent des motions susmentionnées pour privilégier la vie dans la Vieille-Ville grâce au relogement de ses habitant-es et à la relocalisation de commerces qui pourraient y trouver leur raison d'être. En 2030, le Pouvoir Judiciaire devrait quitter ses locaux de la rue des Chaudronniers pour se rendre au PAV. Il est paradoxal qu'aujourd'hui, compte tenu des propositions faites par l'AHCVV, aucun projet pour la réallocation de ces bureaux en logements ne soit formulé. Il serait à

craindre que l'on remplace des bureaux par des bureaux, ce qui dénote un manque de vision politique déplorable en faveur du développement de la Vieille-Ville qui, avec sa Cathédrale et son Musée de la Réforme, demeure un centre historique important en Europe.

Qu'est-ce qui plaît ou déplaît aux habitant-es dans le quartier ?

Les bistrotts, les boutiques et la qualité de la vie sont appréciés des habitant-es qui, dans le même temps déplorent les nuisances dues au trafic mal régulé, voire indiscipliné et au bruit généré à la sortie de certains établissements.

Dans un monde idéal, le Centre et la Vieille Ville, ce serait ... ?

Un Centre et une Vieille-Ville qui donnent la priorité à la vie de quartier, aux habitant-es, aux petit-es commerçant-es, à une animation liée à l'Histoire de la Ville et du Canton. Un Centre et une Vieille-Ville où la piétonnisation ait tout son sens et où l'on trouve des parkings souterrains à proximité à des tarifs abordables pour les habitant-es du quartier.

www.ahcvv.ch



SURVAP – ASSOCIATION DES HABITANT-ES DES PÂQUIS

FLORIAN SCHWERI
CONSEILLER MUNICIPAL

Au sein des Pâquis, quartier emblématique de Genève, l'association des habitant-es, SURVAP, qui compte environ 200 membres, s'active sur un périmètre large que délimitent le lac au sud, la gare au nord et d'est en ouest, l'avenue de France et la rue de Chante-poulet. Un périmètre au sein duquel vit une population fortement diversifiée. Dans les trois écoles, 73 nationalités sont représentées. Causes Communes a rencontré Julien Vascotto, membre du comité de SURVAP, pour saisir les enjeux du quartier.

Aux Pâquis, le tissu associatif est aussi dense que la population. De nombreuses organisations travaillent ensemble au sein du collectif Bien vivre aux Pâquis (BVP), qui permet de partager les thématiques entre acteur-rices du quartier pour engager des démarches communes.

SURVAP, pour sa part, s'intéresse notamment à la problématique cruciale du logement. Les pratiques de construction, telles que les surélévations, et commerciales, comme les locations (parfois d'immeubles entiers) sur des plateformes du type Airbnb, contribuent à la gentrification du quartier,

à la diminution du nombre de logements disponibles pour les habitant-es et à l'augmentation des loyers. Face à cela, l'association, membre active de l'ASLOCA, propose un fascicule pour informer les locataires de leurs droits. Elle observe aussi les pratiques des promoteurs et les autorisations délivrées, puis fait remonter les situations problématiques aux autorités. Ce rôle de lanceur d'alerte ne donne hélas pas toujours les suites attendues, les autorités n'étant parfois pas suffisamment outillées ou la qualité de partie à la procédure pouvant être refusée à l'association, l'empêchant dès lors de suivre efficacement les évolutions du dossier.

L'autre axe fort auquel se consacre SURVAP est l'aménagement urbain, en tant qu'outil pour améliorer la vie de quartier et lutter contre les îlots de chaleur. Ceci inclut la végétalisation, l'apaisement du trafic et la désimperméabilisation des sols. En matière de réchauffement climatique, les inégalités sociales sont criantes : les Pâquis, quartier populaire et le plus densément peuplé, ne compte que 5% de canopée, alors que Champel, par exemple, en compte 30. SURVAP continue de se battre pour la fermeture de certaines rues au trafic motorisé. L'association est à l'initiative du projet de la Croix-Verte, un réseau d'axes traversant le quartier favorisant les mobilités douces et la végétalisation. Mais lorsque la piétonnisation se limite à fermer l'accès aux voitures sans changer l'aspect du lieu, les réflexes changent difficilement. Les piétons continuent à marcher sur les trottoirs et n'utilisent que peu l'espace libéré par les voitures. Un véritable aménagement de ces rues, qui permettrait aux habitant-es d'investir ces espaces (installation de bancs,

jeux pour enfants, désimperméabilisation du sol, etc.), fait cruellement défaut. L'association appelle de ses vœux une démarche plus participative, en facilitant les projets portés par les usager-ères du quartier, qu'il s'agisse des habitant-es comme des commerçant-es, qui ont un rôle important à jouer dans l'animation de ces espaces.

SURVAP lance et s'associe régulièrement à des actions symboliques fortes, comme le dégrappage de places de parking avec actiftaïc en juin 2022. Globalement, l'association attend un dialogue plus fluide avec les autorités. Parfois auditionnées par les commissions du Conseil municipal et du Grand Conseil, les associations sont aussi prêtes à être sollicitées au niveau des services. Or si certains fonctionnaires sont à l'écoute, les contacts souffrent souvent d'un manque de répondeur. Les rendez-vous qui doivent être pris plusieurs mois à l'avance ne facilitent pas la régularité des échanges. Néanmoins, les derniers contacts avec ses interlocuteur-rices de la Ville de Genève donnent bon espoir à SURVAP de voir ses demandes d'aménagement avancer.

Les associations parviennent aussi à mobiliser les habitant-es. Elles ont ainsi permis de placer des bacs de plantation à la rue de la Navigation, fermée à la circulation, afin de rendre l'espace plus agréable devant l'école. De telles actions ont valeur d'appel aux autorités : elles pointent les besoins et donnent des pistes pour des aménagements pérennes, attendus par la population, afin de renforcer la cohésion sociale au sein du quartier.

www.survap.ch



LE COLLECTIF DES HABITANT·E·S DE ST-GERVAIS

Collectif d'habitant.e.s de St-Gervais

Créé en 2019, le Collectif d'habitant-es de St-Gervais, apolitique et transgénérationnel, s'engage pour une amélioration de la qualité de vie dans le quartier de St-Gervais, notamment autour des questions de mobilité. En effet, ce quartier très central et historique est très fréquenté et saturé de trafic. Héritier de nombreuses associations avant lui, le Collectif d'habitant-es de St-Gervais développe des actions positives dans le quartier et établit des liens entre les habitant-es, les organisations associatives aux buts proches et les instances politiques et administratives.

Nous rêvons d'une ville moins polluée et plus verte, inclusive et conviviale. Nous ne voulons pas fuir la ville, nous voulons l'habiter !

Concrètement nous militons pour la piétonnisation du quartier; nous organisons des événements d'occupation positive de l'espace public; nous jardinons ensemble dans la rue et partons à la rencontre des habitant-es; nous entretenons réguliè-

ment avec la Ville et le Canton de Genève au sujet de la mobilité, de la végétalisation, de la cohésion sociale et de la sécurité sur le chemin de l'école.

Sur la mobilité

La première action visible du Collectif a eu lieu le samedi 11 janvier 2020 sur le quai des Bergues sous forme de rassemblement festif pour demander la piétonnisation du quartier. Cet événement a été largement suivi par la population et relayé dans les médias. Il a permis de nous faire connaître et d'entamer un dialogue avec les pouvoirs publics. Le 18 juin 2022, nous redescendions dans la rue au sujet de la mobilité et de la végétalisation.

En mars 2023, le quai des Bergues est enfin devenu entièrement piéton, à la satisfaction générale. Cependant, l'itinéraire bis proposé aux cyclistes n'est pas satisfaisant car insuffisamment sécurisé. De plus, nous militons pour que les interdictions de circuler dans certaines de nos rues soient enfin respectées durant les heures de fermeture du parking Manor, ce qui n'est hélas pas encore le cas.

De l'occupation positive

Le 23 octobre 2021, le Collectif des habitant-es de St-Gervais organise sa première fête de quartier à la rue des Étuves, en collaboration avec différents partenaires du quartier et le soutien de la Ville de Genève. Il a régné une joyeuse atmosphère par cette belle journée d'octobre, avec même un sauna mobile rappelant l'histoire de la rue des Étuves et les nuits folles d'antan !

Le 21 juin 2023, notre projet les Jardins de la Place, lauréat du concours Nature en Ville 2021, voit le jour. Ces bancs-jardins, imaginés par le Collectif, ont été réalisés par les EPI (Etablissements publics pour l'intégration) avec l'aide des habitant-es. Il apporte un vrai plus en termes de convivialité, de confort et de diversité végétale et a été immédiatement adopté par les usager-es du quartier.

Nos projets

En 2024, la place Simon-Goulart est au centre de nos préoccupations. Piétonne depuis 2013, elle a vu ses aménagements publics dégradés par une très forte utilisation ces dernières années. Les incivilités se sont multipliées, source d'importantes tensions entre les différent-es usager-es. Une lettre a été envoyée à la Ville et au Canton de Genève, signée par une centaine de personnes concernées. Les habitant-es du quartier, les commerçant-es, la Paroisse protestante de St-Gervais (propriétaire du Temple) et les acteurs sociaux (Antenne sociale de proximité Pâquis, Grottes, St-Gervais) se sont réunis pour réfléchir à des solutions, présentées aux différentes instances politiques que nous avons rencontrées. Un dialogue constructif est amorcé, le début d'un long processus.

www.collectifstgervais.ch



Ô P'TIT-SAC PROJET SOCIOCULTUREL

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

L'Association Ô P'tit-Sac a été créée avec, par et pour les habitant-es du Petit-Saconnex. Elle est née d'une démarche participative, initiée par la Ville de Genève, qui a rassemblé, dès le mois de mars 2021, une centaine d'habitant-es. Elle a émergé en réponse aux besoins des habitant-es de favoriser le vivre ensemble local.

Sylvain Thévoz : Quel est le rôle de l'association Ô petit Sac dans le quartier du Petit-Saconnex ?

Comité association Ô P'tit Sac : L'association joue le rôle d'un centre communautaire dynamique, favorisant l'inclusion et la

célébration. Soutenu par la Ville de Genève, notre vision inclut la création d'une Maison de quartier dynamique pour tous les âges, encourageant l'engagement communautaire et construisant un quartier cohérent.

Comment considérez-vous les limites géographiques de ce quartier ?

Notre quartier intègre harmonieusement des résident-es de longue date et une communauté internationale. L'association Ô P'tit Sac, bien que définie géographiquement, accueille des gens de tout Genève lors de ses événements, embrassant la diversité.

Comment voyez-vous les évolutions de ce quartier à court et moyen terme ?

Depuis 2021, notre objectif principal est de rassembler les voisin-es à travers des activités diverses et de maintenir un centre aéré pour les enfants. Pour les deux prochaines années, notre objectif est d'établir une Maison de quartier pour diverses activités,

l'apprentissage et les rassemblements communautaires.

Quels sont les attentes des habitant-es concernant les évolutions de ce quartier ?

Les habitant-es regrettent le départ de voisin-es internationaux/ales, mais apprécient la communauté soudée et valorisent Ô P'tit Sac pour favoriser l'unité.

Et les vôtres ?

Notre motivation vient des voisin-es satisfait-es. Les objectifs à court terme incluent le renforcement de l'association, l'encouragement des enfants à rejoindre notre centre aéré et l'expansion de cette initiative, ainsi que la réalisation d'une Maison de quartier.

www.o-ptit-sac.ch

PETIT-SACONNEX TOUT D'UN GRAND

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES



Le Petit-Sacconnex est un quartier qui, à son rythme, s'est beaucoup développé cette dernière décennie. L'Association des Habitants du Petit-Sacconnex s'est engagée à de nombreuses reprises et à des degrés divers pour défendre la qualité de vie du quartier notamment sur les questions d'aménagement du territoire, de la protection de la nature ou pour la création d'infrastructures publiques comme une maison de quartier par exemple. Son président, Jérôme Fontana, nous éclaire sur ce quartier et les actions de l'association.

Sylvain Thévoz : Quel est le rôle de l'AHPTSG dans le quartier du Petit-Sacconnex ?

Jérôme Fontana : L'Association des Habitants du Petit-Sacconnex Genève joue aujourd'hui plusieurs rôles dans le quartier du Petit-Sacconnex. Créée en 2012, notre association s'est investie pour l'animation culturelle et sociale du quartier mais pas seulement. Sur les questions environnementales et de biodiversité, l'AHPTSG a même rédigé un plan climat de quartier proposant des actions concrètes dans ces domaines pouvant être réalisées au Petit-Sacconnex.

Comment considérez-vous les limites géographiques de votre quartier ?

La commune du Petit-Sacconnex a fusionné avec la Ville de Genève en 1931. A l'époque, cette commune allait des Nations jusqu'aux falaises de St-Jean. Il est évident qu'aujourd'hui la notion de Petit-Sacconnex ne s'étend plus jusqu'au Rhône. L'AHPTSG a décidé dès sa fondation d'englober une aire qui va du quartier des Nations à l'est, délimité au sud par l'avenue Giuseppe-Motta

puis à l'ouest par la route de Meyrin jusqu'à Balexert. Et enfin au nord par la frontière communale avec nos voisins du Grand-Sacconnex. Cela englobe environ 18'000 habitant-es (source Office Cantonal de la Statistique).

Comment voyez-vous les évolutions de votre quartier à court et moyen terme ?

Le quartier du Petit-Sacconnex a connu un développement important même si moindre comparé à d'autres quartiers de Genève. Il n'en demeure pas moins que les projets de développement urbain (actuellement au Mervelet, aux Morillons et à la Forêt) créent une forte pression sur le quartier. A la place du Petit-Sacconnex et autour, le manque d'infrastructures publiques se fait également ressentir depuis longtemps. Ce développement urbanistique nécessite dès lors un profond et continu dialogue entre les autorités et les milieux associatifs pour que soit mieux pris en compte les besoins et les attentes des habitant-es.

Quelles sont justement leurs attentes concernant les évolutions de ce quartier ?

Lors de la visite au Petit-Sacconnex de la Conseillère administrative, Madame Marie Barbey-Chappuis, en octobre 2023, les habitant-es ont surtout relevé des problématiques en lien avec la mobilité motorisée. Le développement de Genève et de sa région a impliqué une croissance continue des flux de véhicules dans notre quartier en plus de l'arrivée des nouvelles et nouveaux habitant-es. L'ouverture prochaine du tunnel des Nations et la création de la ceinture automobile péri-urbaine soulèvent aussi quelques craintes s'agissant du trafic de transit et des nuisances générées. A un autre endroit, la consultation sur l'aménagement d'une parcelle boisée a engendré une levée de boucliers. Dans ces deux cas, les Petit-Sacconnésien-nes semblent s'accorder sur la volonté de conserver une certaine qualité de vie au Petit-Sacconnex.

Et vos attentes ?

Les attentes de l'AHPTSG restent les mêmes depuis sa création : préserver l'excellente qualité de vie dans notre quartier, et même chercher à l'améliorer, tout en organisant

des événements pour développer la vie sociale, festive et culturelle au Petit-Sacconnex. Au-delà des sujets déjà évoqués, les défis sont aussi nombreux aux vues des caractéristiques particulières de notre quartier qui mêle local et international avec la présence d'un grand nombre d'organisations internationales et de leurs employé-es vivant ou travaillant au Petit-Sacconnex. Rapprocher ces deux mondes est aussi une tâche que poursuit l'AHPTSG.

Qu'est-ce qui plaît ou déplaît, selon vous, aux habitant-es, dans le quartier ?

Comme mentionné plus haut, la question du trafic motorisé gêne un grand nombre d'habitant-es. La question du bruit (notamment des scooters) est une remarque qui nous revient très souvent. D'autres problèmes de quartiers existent également mais de manière générale : la végétalisation, le côté village du Petit-Sacconnex et des lieux bien identifiés (comme Budé ou les Génêts) ont permis aux habitant-es de se créer une identité forte et des liens de voisinage solides. C'est certainement ce savant dosage entre un quartier paisible, arboré, où les gens se connaissent et se reconnaissent, qui rend le quartier si plaisant aux yeux (et dans les cœurs) des Petit-Sacconnésien-nes.

Dans un monde idéal, le Petit-Sacconnex, ce serait ... ?

Une commune indépendante ?! Ne riez pas, c'est un sujet qui revient de temps en temps dans les discussions de café des habitant-es et jusqu'aux oreilles de notre association. Mais sans entrer dans l'utopie, un Petit-Sacconnex idéal aurait son village, écrin de verdure et véritable cœur de notre quartier, conservé. Il aurait un trafic motorisé pacifié et une mobilité douce développée. Quelques entreprises supplémentaires s'installeraient pour développer l'économie locale et, enfin, des infrastructures culturelles, sportives et associatives supplémentaires seraient mises en place pour répondre aux nombreuses demandes, et surtout besoins, des habitant-es du Petit-Sacconnex.



LA SERVETTE, UNE CAMPAGNE DEVENUE QUARTIER

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

La Servette, une campagne devenue quartier est le titre du livre d'Alexandre William Junod, paru aux éditions Cabédita fin 2022. Avec générosité et talent, ce dernier nous emmène dans le quartier qui l'a vu grandir, et pour lequel il a un profond amour.

Manuel Zwysig : Comment as-tu eu l'idée de ce livre ?

Alexandre William Junod : J'ai souhaité rendre hommage à ce quartier qui m'a vu grandir et qui n'avait pas encore son livre. Jusqu'à mes 5 ans, j'ai d'abord habité aux Pâquis, un quartier qui partage avec la Servette une forte identité populaire. C'est le monde d'où je viens.

Comment fixes-tu les limites du quartier ?

À la différence des communes, les quartiers n'ont pas de frontières clairement définies. J'ai donc recouru aux critères utilisés dans l'Encyclopédie de Genève : morphologique, historique et sociologique. Le quartier de la Servette que je raconte s'étend à l'est de la gare Cornavin, entre l'avenue Wendt et les rues Hoffmann, de Lyon et du Grand-Pré (à l'exclusion du quartier des Grottes qui a son identité propre).

Penses-tu que ce quartier populaire est en train de se gentrifier ?

Durant les 20 dernières années, j'ai le sentiment qu'une population plus aisée s'est installée, ce qui a mené à la rupture d'un certain équilibre. Lorsque j'allais à

l'école Geisendorf dans les années 1980 et 1990, nos différences formaient un tout, enfants de la classe moyenne et des classes populaires, familles suisses et familles issues de l'immigration, auxquelles s'ajoutaient quelques enfants de diplomates: ce fut une enfance formidable. De plus, comme dans d'autres endroits de la Ville, il n'est pas facile de rester dans le quartier où l'on a grandi, les logements étant parfois inabordables. Cela m'attriste...

Que signifie avoir grandi à la Servette pour toi ?

Le paradis sur terre. J'habitais dans l'immeuble entre la rue de la Servette et la fin de la rue du Moléson. Mon terrain de jeu, c'était le parc Geisendorf et la rue du Moléson, avec ses petites villas. Un terrain de jeu perdu, puisque ces villas, qui constituaient une sorte d'utopie ou d'anomalie dans un quartier densifié n'existent malheureusement plus aujourd'hui. Même si c'était trop tard pour ces villas, dont le sort a été scellé dans les années 1990, on assiste aujourd'hui à une prise de conscience de l'importance de préserver des îlots de fraîcheur au centre-ville.

Quels sont les endroits emblématiques du quartier ?

Il y a évidemment le parc Geisendorf, son poumon de biodiversité et de verdure, mais aussi la bibliothèque municipale de la Servette, son poumon culturel et lieu de rencontre incontournable. Il y a aussi le Nord-Sud, cinéma de mon enfance, dont l'aide précieuse de la Ville de Genève - que je remercie ! - a permis qu'il soit entièrement refait et propose une programmation de qualité. La salle des Asters et la Migros constituent également des lieux de rencontre importants dans ce quartier qui garde indéniablement une fibre populaire.

Quels sont tes souhaits pour le quartier ?

Mieux protéger le patrimoine bâti, accélérer la végétalisation et l'arborisation. Assurer l'accès à des logements abordables pour retrouver et préserver un certain équilibre. En termes de mobilité, il convient de faire des choix clairs : si le trafic de transit est une réalité dont on doit tenir compte, il est important de créer de vraies zones piétonnes. On pourrait transformer des morceaux de rues en places (baptisées au féminin), par exemple à l'angle des rues des Asters et Schaub, ou devant la Banque cantonale à l'angle de l'avenue Wendt et de la rue Liotard.

As-tu des restaurants ou commerces à recommander ?

Le restaurant des Lauriers avec sa magnifique cour (rue Henri-Veyrassat 7), le Portail, plus vieux bistrot du quartier (rue de la Servette 40), le Méridien, café historique à côté du cinéma (Servette 76) et juste à côté, le Dé d'Argent, mercerie historique qui organise des cours de crochet et de tricot, sans oublier Servette-Music (rue de la Servette 92), lieu prisé par les musiciens genevois, et le marché, présent les lundis et jeudis (rue Liotard).





LE FORUM 1203

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

L'association Forum Démocratie participative a été créée en 2006 afin de promouvoir la démocratie participative en favorisant l'information et les débats au niveau local. Rencontre avec Nicolas Künzler, coordinateur, et Daniel Dind, membre du Comité afin de mieux comprendre les dynamiques du quartier Saint-Jean, Charmilles, Concorde.

Dalya Mitri: Quel est le rôle du Forum 1203 dans le quartier de Saint-Jean, Charmilles, Concorde ?

Nicolas Künzler, Daniel Dind : Le Forum est une association qui a un objectif particulier : favoriser la démocratie participative, la vraie, celle qui vient d'en bas par tous les moyens, que ce soit à travers les associations existantes, des débats publics et des groupes de travail d'habitant-es auxquels sont invités des expert-es ou des intervenant-es spécifiques. Notre objectif est d'ouvrir et de favoriser le débat sur les questions de quartier en complément de la démocratie institutionnelle. Nous ne cherchons pas à court-circuiter les institutions, mais à ce que les habitant-es discutent et s'approprient leur quotidien, en abor-

dant les questions qui les touchent dans le tissu urbain, telles que l'aménagement et la transformation des quartiers, comme la Concorde, où des zones villas sont transformées en immeubles. Nous accompagnons ces processus en collaboration tant avec les pouvoirs publics qu'avec des entités privées. Bénéficiant de subventions publiques, nous disposons de deux postes permanents à temps partiel. Le Forum 1203 est né d'une réaction des habitant-es en 2000, face au projet de construction d'une grande barre d'immeuble à la rue de Saint-Jean. Nous mettons en avant une énergie bottom-up pour contrebalancer l'approche descendante des consultations menées par les pouvoirs publics. Notre objectif est que les projets soient débattus, que les habitant-es puissent poser leurs questions, exprimer leurs avis, et de voir si ceux-ci peuvent aller vers un rapprochement.

Nous, habitant-es, sommes les expert-es du quotidien dans notre quartier, et ces vécus sont à valoriser face aux expertises techniques. Je prends l'exemple de la fermeture du tronçon dangereux de la rue Camille-Martin, qui a été accélérée par la pression des habitant-es, ou l'intervention pour la nouvelle Maison de quartier de la Concorde, la Ferme Menut-Pellet.

Les deux grandes thématiques abordées par le Forum récemment concernaient le PDQ de la Concorde et la transition écologique (notamment à travers le projet de jardin botanique rue de Saint-Jean). Notre

but est de répondre aux interrogations des habitant-es et de les sensibiliser sur leur champ d'action. Nous nous appuyons sur un noyau de gens qui portent les projets, ou qui participent, approuvent, et nous tentons de rassembler tous les âges, toutes les origines, même s'il est difficile de toucher les publics allophones par le biais de débats. En collaboration avec la Maison de quartier de Saint-Jean et la Ville, nous proposons également des événements visant à rassembler les habitant-es autour d'activités multi-âges telles que des visites, des balades, favorisant ainsi la découverte et la réflexion. Une approche historique est privilégiée pour comprendre les transformations de l'environnement urbain, les défis d'hier et d'aujourd'hui, ainsi que les enjeux de développement, impliquant divers facteurs économiques et politiques.

Comment considérez-vous les limites géographiques de ce quartier ?

Nous reconnaissons l'importance de dépasser les clivages géographiques, tels que ceux entre les Charmilles et Saint-Jean, ou avec le quartier de la Concorde. On pousse à communiquer et à garder des liens au-delà des frontières des quartiers qui composent cette entité, comme par exemple le quartier des Délices. Néanmoins, afin de garder un lien fort avec le terrain, il s'agit de ne pas trop élargir le périmètre d'action. Le chemin des Sports, bien que considéré comme une frontière, est souvent traversé par les jeunes par exemple. Nous aimerions

rappeler ici l'importance du partage des infrastructures : écoles, centre commercial, bibliothèque, ludothèque, pour la vie d'un quartier. L'idée de la Maison de quartier de Menut-Pellet est venue d'un besoin indispensable en équipement collectif.

Comment voyez-vous les évolutions de ce quartier à court et à moyen terme ?

Le bilan des expériences précédentes révèle des changements significatifs, notamment en termes d'aménagement urbain et de mobilité. Les questions autour de l'espace public s'inscrivent dans une perspective de transition écologique. Les contradictions entre la nécessité de construire, illustrée par le Plan Localisé de Quartier (PLQ) de Michée-Chauderon, et la préservation de l'environnement et de la qualité de vie persistent. Malgré la pression croissante, l'urbanisation continue de progresser, accentuant les îlots de chaleur et réduisant les espaces verts. Face à une telle densité, la préservation de la qualité de vie devient un défi majeur, impliquant la gestion du bruit, la présence de verdure, les prix des loyers et le maintien des liens sociaux. Nous notons aussi que, bien que prônant la mixité sociale, les quartiers montrent des disparités en termes de logements sociaux, avec énormément de HBM au même endroit, par exemple à la Concorde.

La Maison de quartier de Menut-Pellet est confrontée à des défis sécuritaires, notamment avec huit effractions depuis octobre. Le quartier de la Concorde, partagé

entre Vernier et Genève, fait face à des différences de taille et de réactivité. Vernier fait preuve d'une plus grande réactivité. La collaboration entre les deux maisons de quartier : Menut-Pellet et Saint-Jean n'est pas optimale, mais on en est encore aux débuts.

Quelles sont les attentes des habitant-es concernant les évolutions de ce quartier ?

Les jeunes font face à des difficultés spécifiques, liées à leur statut intermédiaire entre l'enfance et l'âge adulte, ainsi qu'à des enjeux économiques et sociaux. La densification urbaine et la transformation économique impactent leur quotidien, tout en rendant essentielle la cohabitation intergénérationnelle et interculturelle. Le Forum, bien qu'observant ces problématiques, peine à y apporter des solutions concrètes. Les nouvelles vagues d'habitant-es et de jeunes générations soulignent la nécessité d'agir. Les correspondants de nuit à Vernier font du bon travail, mais leurs effectifs sont jugés insuffisants on constate ainsi la nécessité d'avoir des travailleurs sociaux hors murs (TSHM) pour faciliter le dialogue et des correspondants pour apaiser les tensions nocturnes.

Il faudrait, par exemple, tenter de convaincre les propriétaires immobiliers d'assurer un accompagnement des nouveaux habitants, comme c'est déjà le cas dans le cadre de certains immeubles de la Fondation Émile Dupont, en s'appuyant sur la présence de travailleur sociaux communautaires (TSC).

Quelles sont vos attentes pour le quartier en lien avec votre mission ?

Il est crucial de valoriser les actions menées par les associations, la Ville et les ressources locales, afin de faire connaître les initiatives existantes. Pour ce faire, nous diffusons des informations mensuelles à travers des panneaux d'affichage, des newsletters et la collecte d'informations. Toutefois, notre indépendance est nécessaire pour faire connaître ce qui se passe dans les quartiers, en dehors de la communication officielle de la Ville. La participation aux processus de consultation en tant qu'entité indépendante est une garantie de liberté. Ce modèle est nécessaire mais il reste rare !

Dans un monde idéal, votre quartier serait... ?

Dans un monde idéal, ce quartier serait un lieu de mixité sociale et d'inclusion, où chacun-e se sentirait véritablement chez soi, où les infrastructures seraient partagées et où les jeunes trouveraient des espaces pour se poser et se développer.

www.forum1203.ch

RACCORDER LA CONCORDE

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

C'est en 1998 que l'Association des Habitant-e-s du Quartier de la Concorde est créée afin de développer un espace pour le quartier, idéalement dans la Villa Concorde, ancienne maison emblématique dans le quartier. En 2011, la Ville de Genève prend la décision d'attribuer la Villa Concorde au Service des pompes funèbres. Il faudra plus de 10 ans encore avant que la Ferme Menut-Pellet ne soit rénovée, transformée en Maison de quartier, et les clés remises à l'AHQC. Rencontre avec Léonilde Francès, animateur à la Maison de quartier de la Concorde et Marina Janssens, membre du comité des habitants de la Concorde (AHQC/MQC) pour un coup de projecteur sur la Maison de quartier et ses enjeux.

Sylvain Thévoz : Pouvez-vous nous dire deux mots sur la maison de quartier de la Concorde et le rôle qu'a joué l'association des habitants du quartier de la Concorde dans sa création ?

Marina Janssens, Léonilde Francès : L'association a été fondée en 1998, consciente qu'il fallait avoir un espace pour que les habitant-es se rencontrent. L'idée était, dès le début, de récupérer la Villa Concorde. Ce lieu avait été un squat, puis un lieu de rencontre informelle pour les habitant-e-s avant de rester vide. Le logo de l'associa-

tion est un petit fantôme. C'est le fantôme qui a hanté la maison de la Concorde, vide durant si longtemps. Au moment où la maison a été attribuée aux pompes funèbres, nous avons symboliquement enterrées nos illusions. Nous avons maintenant de très bons échanges avec les pompes funèbres ! A l'origine, les habitant-es voulaient une Maison de quartier. L'association, durant des années, a fait des activités de manière indépendante, avec une arcade au chemin des Sports, financée par la Ville. Dans cet espace, un atelier couture et un cours de céramique ont été montés. A la fin de l'été, chaque année, des activités pour les enfants ainsi que *la Ville est à Vous* prenaient place. C'était une organisation conséquente pour le comité.

Quelle est la typologie de ce quartier ?

Il faut se souvenir qu'ici se trouvait la Cité Jardin d'Aire. Il n'y avait, avant les constructions de la Société coopérative d'habitation de Genève (SCHG) puis des régies publiques, que de petites maisons ouvrières. Le développement du chemin des Ouches, les constructions de la Fondation Emile Dupont puis de la CODHA, l'émergence de l'école des Ouches (au début des années 2000) ont modifié durablement le quartier. Celui-ci continue de changer. Il est composé massivement de logements sociaux et de HBM, avec très peu de mixité sociale. Il y a une grande mixité interculturelle et une précarité en termes de revenus. Il n'est pas facile d'identifier des gens qui auraient du temps pour s'engager, en plus des contraintes existentielles visant à subvenir à leurs besoins.

Comment a émergé l'idée d'ouvrir une Maison de quartier ?

L'arrivée de nouveaux habitant-es a provoqué des tensions, entre les jeunes et des habitant-es et une prise de conscience qu'il fallait agir pour maintenir la cohésion sociale afin que la qualité de vie de ce quar-

tier ne se dégrade pas. Les habitant-es se sont fortement impliqués. Ils et elles ont fait émerger l'idée qu'il fallait lancer une Maison de quartier mobile, en attendant un espace plus pérenne. En 2012, l'attribution au service des pompes funèbres de la Villa Concorde est un véritable crève-cœur pour les habitant-es. qui espéraient depuis des années que cette maison soit leur future Maison de quartier. Les habitant-es se sont mobilisés alors et ont réclamé davantage de ressources professionnelles. L'association de quartier a obtenu des moyens supplémentaires pour engager un animateur et intègre la Fédération des centres de loisirs et de rencontres (FCLR). Entre-temps, il y a eu des occupations temporaires, de la Villa Croissant (Vernier), et à la rue Henri-Bordier. L'association de quartier est véritablement bi-communale. La ferme Menut-Pellet qui est finalement devenue la Maison de quartier est sur le territoire de la Ville de Vernier, mais a été achetée et rénovée par la Ville de Genève.

Aujourd'hui, avec l'ouverture de la Maison de quartier, tout va bien ?

Oui et non. On arrive à la fin d'un combat, on a eu une fabuleuse remise des clés, mais on a aussi découvert, au même moment, que l'on ne pouvait y accueillir immédiatement des gens. Durant la rénovation du bâtiment on l'a répété : ce n'est pas un musée mais une maison de quartier ! La rénovation fut difficile, avec beaucoup de contraintes liées au patrimoine. Au final, on se retrouve proche des standards d'un musée. Il nous est difficile de planter des clous dans les murs ! Nous avons proposé des chantiers participatifs, des travaux communs. Cela ne rentrait pas dans les normes et les procédures de la Ville. Encore aujourd'hui, des choses demandées n'ont jamais été réalisées. Au final, on a quelque chose de magnifique, mais pas tout à fait adapté à l'usage, et qu'il nous faut nécessairement apprivoiser.



Le processus de rénovation a été long, l'ouverture également ?

Oui. La remise des clés s'est faite le 18 octobre 2022, mais l'ouverture au public n'a eu lieu que fin janvier 2023 et c'est seulement maintenant que l'on peut mettre des salles à disposition du public. Pour l'association et l'équipe d'animations, cela a conduit à une perte de liens avec les publics. Pendant plus de 3 mois, nous avons fait des accueils dehors, sans sanitaires. On ne pouvait entrer dans la Maison de quartier, flambant neuve ! Les jeunes étaient dehors dans le froid, et regardaient l'intérieur à travers les vitres. Ce déménagement a clairement eu un impact négatif sur les pré-ados avec qui le lien s'est perdu, et qu'il a fallu aller rechercher. On aurait préféré garder nos anciens locaux et y continuer un temps nos activités. Ensuite, nous avons perdu beaucoup de temps et d'énergie pour régler une quantité invraisemblable de problèmes techniques. Ce temps a été soustrait à l'animation et a épuisé l'équipe, puis le comité qui avait pris le relais.

La gestion du bâtiment a pris trop de place au détriment de l'accueil des publics ?

Oui. Le rôle des animateurs n'est pas de faire un job d'intendant-es ou de service technique mais de l'animation. Le comité a également investi un rôle de concierge-intendant et s'est aussi épuisé. Cela a généré une réflexion au sein du comité : est-ce à nous de le faire ? Le Service de la Jeunesse, nous a clairement dit : non ce n'est pas à vous de faire ça. Mais alors, à qui ? A un moment, nous avons dit stop. En mai prochain, tout le comité actuel va rendre son tablier. La gestion d'une maison de quartier par un comité d'habitants est extrêmement lourde, c'est un modèle qui, à notre sens devrait être rénové. Notre idée est d'essayer de faire bouger les lignes dans l'animation socio-culturelle en affirmant que le système actuel, avec un comité de quelques habitant-e-s, n'est pas assez participatif, et met à mal l'associatif même. Par contre, les

habitant-es doivent pouvoir s'investir pour suivre des projets intéressants. Nous réfléchissons à ces questions actuellement avec un «groupe technique», composé d'un représentant de la FASE, de la FCLR, de la Ville de Vernier, de Genève. Ce que l'on aime faire est lié aux projets, pas à la gestion administrative d'une maison de la taille de la Maison de quartier de la Concorde. A ce jour, on n'a pas encore pu proposer une salle pour des anniversaires et des fêtes. Il y a eu des problèmes de badges, puis les vols des badges. On a dû mettre une alarme dans le bâtiment central, ce qui a compliqué les prêts de salle. De multiples complexités et soucis techniques ont freiné l'enthousiasme citoyen.

Disposer d'un poste technique ou d'administrateur aurait facilité les choses ?

Oui. Il aurait clairement fallu dès le départ un poste administrateur, comme dans un bâtiment public, pour en assurer le suivi. Il est difficile pour un comité d'être à la fois l'employeur et le partenaire de projets en tant qu'habitant-es bénévoles. La FASE propose de nommer un responsable d'équipe. Nous ne croyons pas que cela sera la solution.

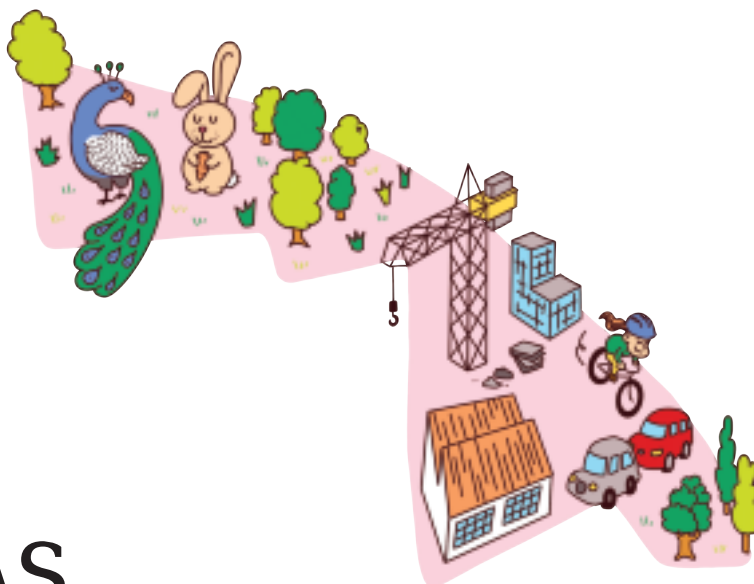
Avez-vous l'impression, au niveau des missions aussi, qu'il manque de ressources ?

Passer d'un lieu exigu à la Ferme Menu-Pellet demande clairement de réfléchir à la manière de répondre aux habitant-es de tout âge. Aujourd'hui, c'est la jeunesse qui est au cœur de notre mission. Cela pourrait être questionné. Les attentes des habitant-es sont énormes du fait du nouveau bâtiment. Le mercredi, au lieu de 20 enfants on en a désormais 60, mais avec la même équipe qu'auparavant. Or, il faudrait que l'on soit 6-7 animateurs. On est difficilement capable aujourd'hui de faire des actions hors-murs. Les pré-ados sont un public fragilisé et sensible, nous voulons nous renforcer à ce niveau-là. Au sein du même accueil, on a des jeunes filles de onze ans qui viennent

faire leurs devoirs à côté de jeunes de 15 ans qui sont dans une toute autre réalité. Il nous revient d'accorder tout cela, avec des espaces bien pensés. Cela demande beaucoup d'attention. Or, les anciennes Maisons de quartier sont bien dotées, les nouvelles le sont moins. Il y a une sorte de prime à l'ancienneté, alors que les besoins sont criants dans des quartiers qui se densifient. On pourrait penser à rééquilibrer les moyens en fonction de la population. Mais sans déshabiller Jean pour habiller Paul.

Ne faudrait-il pas remettre cette maison à la Ville et garder un modèle de type Pré-en-bulle de maison de quartier mobile ?

On y réfléchit, mais la structure du quartier n'est pas la même. Il y a une histoire aux Grottes, une sociologie totalement différente d'ici. Nous développons un projet avec des triporteurs, un four à pizza mobile. Chaque modèle se défend, et pouvoir proposer des prêts de salle aux habitant-es est fondamental. Il faut des lieux physiques et être présent-e hors-murs, sans les opposer. La question centrale c'est : qui s'occupe de la gestion de ces lieux ? Nous ne voulons pas rendre cette maison, mais nous souhaitons que la gestion du lieu soit moins lourde pour les animateur/trices comme pour les habitant-es. Il y a un nouveau modèle à créer. Il ne faut surtout pas que l'on élimine la place des habitant-es, mais les habitant-e-s ne veulent pas être des gestionnaires. Ils et elles souhaitent contribuer et développer de beaux projets, car ils et elles connaissent bien leur quartier, ses besoins et ses attentes.



LES ACACIAS

LIEU DE VIE EN MUTATION

NICOLE VALIQUER GRECUCCIO
ANCIENNE CONSEILLÈRE MUNICIPALE

Lors de l'exposition Vivre aux Acacias - Regards de quartier inaugurée le 7 mars dernier, Mme Marion Nemchi, présidente de l'Association Topos à l'origine du projet, a eu cette très belle métaphore pour parler des Acacias et de son développement : « un papillon déployant ses deux ailes de part et d'autre de la route des Acacias sur deux communes », signifiant par là même la reconnaissance de l'existant et la mutation en cours, dans un jeu de subtil équilibre à préserver. Mme Frédérique Perler a alors rappelé son soutien à un projet de mutation de qualité dans un quartier souvent délaissé jusqu'ici.

Ce projet représente une formidable opportunité de retrouver une continuité urbaine et une mixité programmatique sur l'ensemble des Acacias et de reconstituer un sol qui s'est fortement minéralisé au gré du développement industriel. Ainsi, la Drize est remise à ciel ouvert en plein cœur de la ville, accompagnée d'un parc public généreux. Bien plus, l'espace de la rivière constitue une colonne vertébrale irriguant un réseau d'espaces publics arborisés, avec

des îlots d'habitation dont le centre est en pleine terre, convergeant vers cette place centrale.

Le narratif du PLQ dit *Acacias 1* plébiscité par la population s'élabore à partir du non bâti et nous invite à rêver à ce quartier qui met au centre de son développement les espaces publics, ceux de la vie quotidienne et de la rencontre, des espaces ouverts, libérés de la voiture et offerts aux habitantes, un quartier apaisé en plein centre-ville où habiter prendra tout son sens. Qui peut aujourd'hui imaginer un tel quartier pour sa famille, ses enfants et ses petits-enfants où bénéficier de services et d'équipements de proximité, déambuler et réaliser la fameuse ville du quart d'heure ?

Il nous appartient donc d'accompagner ce rêve pour le concrétiser pas à pas sur le temps long de la mutation et de s'emparer de cette opportunité pour expérimenter des formes de vie collective, afin de construire plus de logements pour toutes et tous et de renforcer la mixité sociale, tout en répondant aux enjeux de la qualité. Nous partageons la responsabilité collective de développer des projets d'architecture inventifs, répondant aux besoins d'habiter et de travailler, de vivre et de rencontrer, car l'architecture est une affaire de culture qui nous concerne tous et toutes.

Cette ambition ne doit pas nous faire oublier l'existant à partir duquel tisser les possibles et adosser les nouveaux projets ; des bâtiments pourraient être réaffectés et trouver ainsi une nouvelle destination en regard de leur valeur d'usage, tout en répondant aux enjeux de réemploi. Le secteur de Ternier constitue en ce sens

un véritable terrain d'expérimentation où conquérir bâti existant et transformation.

L'existant c'est reconnaître les habitantes qui voient leur environnement bâti se métamorphoser, pour certains sous leurs fenêtres avec le projet en cours de construction sur le site de l'ancienne caserne des Vernets et pour d'autres la démolition de leur lieu de vie pour la construction du Campus Pictet ou encore celui d'Acacias Centre.

L'Association *Topos territoire - art - population* s'est créée en 2021 pour « transformer en opportunité la mutation urbaine et permettre à la population de prendre part activement à l'évolution de son cadre de vie. Cette démarche contribue à matérialiser l'identité des Acacias, nouveau centre-ville, et à s'ouvrir vers un avenir commun et partagé avec l'ensemble de la population du canton. » Topos joue notamment le rôle d'incubateur de projets portés par les habitantes du quartier, comme l'exposition mentionnée, et de laboratoire d'expérimentation de projets et d'outils culturels pour favoriser la construction collective.

Cette ambition rejoint le respect de ce qui est déjà là et l'objectif de relier le projet urbain à la culture pour reconquérir le territoire et tisser la suture entre les mondes et les paysages, comme l'ont rappelé plusieurs intervenant-es lors du Forum des acteurs du PAV en février dernier. Pour reprendre Pierre Bonnet : des quartiers durables, mais aussi désirables, quelle formidable aventure collective !



FAIRE FLEURIR CHAMPEL-FLORISSANT

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

L'association des intérêts de Champel-Florissant comprend sa mission comme visant à apporter une aide concrète aux habitant-es de Champel, Malagnou et Florissant, afin d'améliorer la qualité de vie du quartier. Rencontre avec son co-président, Christian Zaugg, conseiller municipal, ancien député, en charges des relations extérieures.

Dalya Mitri : *Quel est le rôle de l'association des habitants (AICF) dans le quartier de Champel-Florissant ?*

Christian Zaugg : Il convient tout d'abord de rappeler que ce quartier possède le plus grand nombre d'habitant-es en ville, environ 34'000. L'AICF est forte de 600 membres. Historiquement, c'est plutôt une association de « droite », qui défendait les intérêts des commerçant-es en particulier. Cette association a évolué et commencé à englober des problématiques propres aux habitant-es, comme l'aménagement, ou la problématique des pavillons scolaires récemment, du parc Bertrand. Le paradigme s'en trouve modifié : le « que défend-on » comporte désormais la dimension sociale. Au niveau de la gouvernance, on trouve une co-présidence, un tandem droite-gauche, composé de moi-même, en charges des relations extérieures et de Anton Sussland, chef d'entreprise qui s'occupe plutôt de la gestion administrative et financière de l'association. L'implication dans le social se fait au travers d'activités ou de rencontres destinées aux aîné-es, ou d'autres aspects comme les communautés religieuses du quartier, afin d'échanger, d'identifier les besoins et tâcher d'y répondre. La commu-

nauté israélite sépharade, la paroisse protestante, par exemple, étaient ravis de cette prise de contact. Cela s'est concrétisé par la tenue d'un stand intercommunautaire lors de la fête de quartier.

Comment considérez-vous les limites géographiques de ce quartier ?

Ce quartier s'articule autour d'un lieu central : le parc Bertrand. C'est ici que se rencontrent les personnes âgées, les parents, les sportifs et sportives. Le périmètre autour du parc, Champel et Florissant, quitte à y inclure Malagnou, compose donc le quartier. La gare du Léman Express est aussi devenue un point focal du quartier, avec des commerces qui se sont développés autour et qui ont amené de l'animation dans le quartier. L'ouverture de cafés et restaurants a augmenté les opportunités de sociabilité dans les rues avoisinantes. L'association a défendu les intérêts des commerçant-es pendant les travaux de la gare.

Comment voyez-vous les évolutions de ce quartier à court et à moyen terme ?

On peut noter un net clivage entre les partisans de la mobilité douce et ceux et celles qui sont pro-voitures. L'association a un rôle important à jouer par le biais d'assemblées, d'apéritifs, d'invitations à des rencontres de personnalité politiques. C'est un lieu de rencontre entre des personnes aux idées différentes. On voit aussi émerger une dimension culturelle dans le quartier, par exemple autour du peintre Albert Gos.

Quelles sont les attentes des habitant-es concernant les évolutions de ce quartier ?

On voit émerger plus de demandes en lien avec la mobilité douce (vélo-stations), ou autour du Parc Bertrand : l'association a obtenu la concertation des habitant-es avec la Ville de Genève autour de la plateforme de la voirie et sa suppression. Le quartier

a changé. Il reste un quartier privilégié, surtout autour de Florissant et Malagnou, néanmoins on voit arriver davantage de familles de la classe moyenne dans certaines parties du quartier.

Et les vôtres ?

Améliorer la convivialité, les rencontres, les constructions de projets communs, comme la fête du quartier, ou la mise en place d'activités favorisant les rencontres au Parc Bertrand, valoriser les autres espaces verts du quartier, comme le parc de la Tour de Champel qui est dans un état lamentable.

Qu'est-ce qui plaît ou dé-plaît, selon vous, aux habitant-es, dans le quartier ?

Les habitant-es expriment leur mécontentement face au manque de places de parc, face aux nombreux travaux et détournements de lignes de bus qui en découlent. Ces travaux, surtout sur les axes routiers, ont un effet sur le moral des habitant-es. En revanche, le parc Bertrand reste plébiscité. On voit aussi que le développement des zones piétonnes, les commerces de proximité et le marché sur le plateau de Champel contribuent à une amélioration de la qualité de vie.

Dans un monde idéal, votre quartier serait ... ?

Je vois trois éléments : augmenter sensiblement la place des piétonnes, des zones de rencontre et zones piétonnes, augmenter la végétalisation, et enfin la mise en place de mesures favorisant les contacts et la proximité.

www.aicf.ch



EAUX-VIVES

QUARTIER VIVACE

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

La Maison de quartier des Eaux-Vives (MQEV) est une association qui, depuis 1964, accueille toute la diversité de la population : jeunes, adultes, seniors, suisses et étrangers. Elle donne la parole aux habitants-es, met sur pied avec eux de multiples projets collectifs, mène des actions éducatives pour les jeunes et leurs parents et s'emploie à créer et entretenir un réseau local avec les principaux acteurs/trices du quartier. Rencontre avec Inna Wars, membre du comité de la MQEV.

Sylvain Thévoz : Quel est le rôle de la Maison de quartier des Eaux-Vives ?

Inna Wars : La Maison de quartier des Eaux-Vives œuvre à renforcer le lien communautaire en initiant et en soutenant divers projets et événements locaux. De la promotion de la vie culturelle à la résolution des problèmes de quartier, la MQEV agit en tant que catalyseur pour améliorer la qualité de vie dans cette belle communauté. Les activités de l'association visent à favoriser la cohésion sociale, à promouvoir le bien-être des habitant-es et à garantir un environnement harmonieux pour toutes et tous. Elle a également une mission éducative, complémentaire à celle de la famille et de l'école pour les enfants.

Comment considérez-vous les limites géographiques du quartier ?

Le quartier est en pleine expansion et voit son centre se délocaliser vers le nouveau secteur de la gare des Eaux-Vives. Sa première limite géographique se situe au niveau du lac où se trouve le quartier historique. Il s'étend ensuite en direction de Cologny et de Chêne-Bougeries (Grange Canal). Il se déploie aussi de l'autre côté de la route de Chêne jusqu'à la frontière que représente la route de Malagnou. Le triangle de Ville-reuse, côté centre-ville, appartient égale-

ment à ce quartier aux visages multiples.

Comment voyez-vous les évolutions de ce quartier à court et à moyen terme ?

Les évolutions à court et à moyen terme dans un quartier comme les Eaux-Vives pourraient inclure des développements urbains, des initiatives communautaires, des changements dans l'infrastructure, et d'autres projets susceptibles d'influencer la qualité de vie du quartier. L'objectif de ces projets devrait être la construction d'un nouveau type de vie locale qui nous aide à créer un avenir plus durable et inclusif.

Quels sont les attentes des habitant-es concernant les évolutions de ce quartier ?

Les attentes des habitant-es peuvent varier en fonction des besoins et des préférences individuelles. Cependant, certaines attentes communes pourraient inclure le maintien du caractère local avec un souhait de préserver le caractère unique et historique du quartier tout en favorisant un développement équilibré. L'amélioration des infrastructures, avec des attentes pour des améliorations ou des développements d'infrastructures, tels que des transports publics, des zones piétonnes, etc. Les activités culturelles et sociales, et des espaces de rencontre favorisant la vie communautaire.



Il y a des attentes pour des initiatives axées sur la durabilité, la protection de l'environnement, et des pratiques urbaines respectueuses. Il y a des attentes pour améliorer l'accessibilité, la sécurité et de qualité de vie au quotidien, des attentes pour une implication significative des habitant-es dans les processus décisionnels liés aux évolutions du quartier.

Qu'est-ce qui plaît ou déplaît, selon vous, aux habitant-es, dans le quartier ?

Les opinions sur ce qui plaît ou déplaît aux habitant-es du quartier des Eaux-Vives peuvent varier considérablement. L'emplacement au bord du lac et la proximité de parcs est apprécié. La présence de magasins de proximité, de restaurants et d'activités culturelles. L'architecture historique et le caractère du quartier plaît également. La proximité des services, des transports en commun efficaces et des écoles en proximité sont un grand avantage. Ce qui peut déplaire: les problèmes liés à la circulation, les coûts élevés de l'immobilier. L'animation peut être appréciée, mais le bruit excessif dans certaines zones peut être un inconvénient (rue Henri-Blanvalet). Certain-es habitant-es pourraient ne pas apprécier une évolution trop rapide ou des changements qui altèrent le caractère traditionnel du quartier.

Dans un monde idéal, les Eaux-Vives, ce serait ... ?

Dans un monde idéal, les Eaux-Vives pourraient être un quartier où l'harmonie règne entre la richesse de l'histoire, la modernité, et la qualité de vie. Une communauté où les habitant-es sont actifs et actives, engagé-es, et participent activement aux décisions qui affectent le quartier. Les bâtiments historiques et le caractère traditionnel du quartier seraient préservés et intégrés de manière harmonieuse dans un environnement moderne. Nous œuvrons pour une scène culturelle dynamique avec des événements artistiques, des festivals, et des espaces dédiés à la créativité. Un équilibre entre le dynamisme économique, la diversité des commerces, et des espaces publics accueillants est à trouver. Nous nous y employons.

www.mqev.ch

VIVRE AUX EAUX-VIVES

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES



Vivre aux Eaux-Vives (VAEV) est une association donnant la possibilité à celles et ceux qui habitent le quartier des Eaux-vives de créer une ville plus durable et inclusive. L'association propose des mesures pour que le quartier change dès aujourd'hui. Après quelques années de sommeil, l'association reprend du poil de la bête avec une nouvelle énergie, de nouveaux membres et un nouvel élan. Rencontre avec son président, Matthias Lecoq.

Sylvain Thévoz: Quel est le rôle de l'Association Vivre Aux Eaux-Vives (VAEV) dans le quartier des Eaux-Vives ?

Matthias Lecoq: Vivre Aux Eaux-Vives est une association qui a plus de 30 ans. Elle œuvre pour le vivre ensemble et l'amélioration de la qualité de vie dans le quartier. Composée d'habitant-es désireux/ses d'agir et d'échanger sur l'avenir du quartier, elle s'intéresse également aux événements de la ville. Elle tente de créer des liens avec d'autres associations, institutions,

et commerces, malgré certaines difficultés. Cette dynamique, commune à tous les quartiers, vise à faire remonter des besoins et des réalités du terrain basés sur des expériences vécues et des projections. Depuis près de 5 ans, l'association s'implique dans la transformation de l'espace public aux Eaux-Vives, favorisant la végétalisation et la création de lieux de rencontre.

Comment définissez-vous les limites géographiques de ce quartier ?

Bien que la zone lacustre autour du jet d'eau et de Montchoisy soit clairement identifiable, le quartier englobe également Terrassière et la zone autour de la gare des Eaux-Vives et les Tulipiers.

Comment voyez-vous les évolutions de ce quartier à court et à moyen terme ?

Le quartier évolue même s'il reste toujours l'un des plus denses de Suisse avec près de 17'000 habs/km² bien au-dessus de la moyenne de Genève et plus de 8 fois supérieure à celle du canton. Un habitant sur 10 de la ville de Genève habite aux Eaux-vives ! Et c'est sans compter le nombre de personnes qui viennent à la plage, sur les quais ou encore dans les grands parcs. Oui, c'est une chance de vivre aux Eaux-vives, mais on oublie trop souvent l'importance de ce quartier et le nombre de personnes qui y vivent ou qui le fréquentent. Le potentiel est énorme. Sa situation géographique le positionne comme une porte d'entrée mais

c'est aussi un lieu de vie et de loisirs qui ne demande qu'à vivre et accueillir.

Quels sont les attentes des habitant-es concernant les évolutions de ce quartier ?

Il est difficile de dire quelles sont les attentes de toutes et tous les habitant-es, car il y a toujours des personnes qui défendent un statut quo qui leur est profitable d'une certaine manière. Mais lorsque l'on voit le potentiel des villes denses en matière d'amélioration du cadre de vie et de dynamisme, on ne peut que se languir de changements que l'on attend maintenant depuis trop longtemps. La rue du XXXI décembre pourrait être l'une des plus belles promenades de la ville avec sa descente sur le jet d'eau, les enfants pourraient circuler plus librement entre les 4 écoles, les touristes pourraient remonter du lac vers le cœur du quartier et les terrasses fleurir sous les grands arbres qui pourraient garnir nos rues. C'est la vision que l'on défend avec des commerces de proximité ouverts et capables de provoquer un changement positif pour toutes et tous, des rues pacifiées, des lieux de rencontre pour les habitant-es qui veulent faire quartier et une évolution nette en matière de végétalisation car on n'oublie pas l'urgence climatique et le grand îlot de chaleur que ce quartier est devenu.

www.vaev.ch



JONCTION

L'EXPERTISE AU MÈTRE CARRÉ

ISABELLE TOUMI ET JEAN-PIERRE FIOUX
MEMBRES DU COMITÉ DE L'ASSOCIATION
DES HABITANTS DE LA JONCTION – AHJ

Le quartier de la Jonction, vu du ciel, pourrait être comparé à un oiseau qui déploie ses ailes du boulevard Georges-Favon à l'avenue du Mail et dont le corps va jusqu'à la pointe de la Jonction entre Arve et Rhône. Le cœur de ce quartier est bien sûr le parc Gourgas, dont nous reparlerons plus loin. Son drapeau est un beau symbole à cet égard : des jonquilles, puisque leur nom est si proche de celui de ce quartier, et deux fleuves qui se rejoignent.

A la Jonction, on rencontre plusieurs types de mixité : sociale, générationnelle, fonctionnelle, même si les métiers du secteur secondaire disparaissent malheureusement peu à peu. La densité de la population est élevée dès l'origine de ce quartier, et augmente constamment. On y démolit et reconstruit de plus grands immeubles, comme à la rue des Maraîchers. Relevons, dans ce cas, que l'AHJ, avec le soutien de l'ASLOCA, a dû accompagner bien des habitants-ès à faibles revenus pour parvenir à les reloger. D'autre part, on assiste à diverses surélévations destinées à installer des appartements luxueux, qui conduisent à une gentrification sociale.

Problème important : les équipements ne suivent pas cette hausse de la popula-

tion. Ce qui existe doit impérativement être complété ou agrandi : crèches, écoles, bibliothèques, locaux parascolaires, maison de quartier, bibliothèque, etc. L'histoire du parc Gourgas est emblématique à cet égard. Obtenu de haute lutte par les habitant-es, il s'étend sur 8'000 m², ce qui ne représente même pas l'espace canin de 11'000 m² du parc Bertrand qui occupe, quant à lui, 110'000 m² ! L'arborisation de l'ensemble de cet espace urbain nécessite le maintien de tous les grands arbres, car les nombreux nouveaux arbres n'offrent pas encore une canopée suffisante, et leur croissance sera lente. Ce besoin d'espaces verts justifie l'actuelle lutte pour un parc de 15'000 m² à la pointe de la Jonction.

Les mêmes questions se posent quant aux projets du côté de la «pointe Firmenich». On prévoit d'y construire quatre tours de logements, mais les équipements dont nous parlons seraient sans doute ailleurs. Pour mieux comprendre le ressenti de la population du quartier, on peut y ajouter l'insuffisance du nombre de zones 30 km/h, de pistes cyclables, et même de transports publics : les trams effleurent seulement le quartier, et le changement de parcours du bus 35, devenu le 91, a supprimé l'arrêt quasi-central Ste-Clotilde et rallonge le trajet de bien des élèves devant fréquenter le CO des Grandes-Communes. Autre exemple : les Archives cantonales, bientôt installées dans l'ancien Arsenal : le parc promis sera en fait «contemplatif», alors que l'espace extérieur de la crèche voisine diminue de moitié.

L'AHJ entend représenter les intérêts de la population de ce quartier et les faire valoir grâce à sa connaissance fine du terrain, de la micro-échelle (au m² près!) à la macro-

échelle. C'est d'ailleurs ainsi, par des consultations faites, pour une fois, en amont, que la rénovation des tours de Cité-Jonction se fera sans les surélévations initialement prévues. Malheureusement, même si l'AHJ est bien connue des autorités, elle est généralement consultée en aval des décisions, et sur des aspects périphériques plutôt que sur l'essentiel. Illustrons très concrètement ce dernier point. La vallée de l'Arve amène de l'air plus frais en toute saison, notamment en été. Les immeubles le long de ce fleuve auraient donc dû lui être construits perpendiculairement, ce qui aurait permis à la plus grande partie du quartier de bénéficier de cette fraîcheur. Or, c'est en général le contraire qui se fait : pourquoi ? Ou encore : le parc du vélodrome, à l'angle avec Carl-Vogt, devait accueillir un grand tilleul, mais ce sont de petits arbres et un buisson qui sont arrivés. Il y avait pourtant, autrefois, une station-service à cet endroit : le volume souterrain des cuves à essence, encore partiellement exploitable, aurait pu être judicieusement utilisé. Il y a même, tout simplement, les bancs publics : nous connaissons leurs emplacements idéals et les détails précis à prévoir (accoudoirs, dossiers, matière adéquate). Nous vous invitons, toutes et tous, à la fête de printemps au parc Gourgas, ce qui vous permettra une vraie prise de température de la vie et des préoccupations du quartier. De même, la parade du père Fouettard en décembre et son discours vous feront entendre nos besoins : des îlots de fraîcheur, des poumons de verdure, des espaces et des équipements publics !

www.jonx.ch



VIEUSSEUX - CITÉ OÙ IL FAIT BON VIVRE

ALBERT KNECHTLI

ANCIEN CONSEILLER MUNICIPAL 1971 – 1999

ANCIEN PRÉSIDENT 1977 - 1978

MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SCHG

Fondée en 1919, la Société coopérative d'habitation Genève SCHG est une coopérative d'habitation qui a pour but de mettre à disposition, exclusivement de ses sociétaires et de leurs familles, des logements à des conditions favorables ainsi que des surfaces d'activités. Le quartier de Vieusseux repose grandement sur la manière dont la SCHG mène une politique d'aménagement à visage humain. Dès 1979, le programme de restructuration de Vieusseux est achevé. Cette «véritable épopée» selon les termes du Rapport annuel de l'époque aura, d'étape en étape, duré plus de vingt ans, le temps pour la nouvelle Cité Vieusseux de se renouveler.

Remontons un peu le temps. Comme le rappelle dans un numéro du journal *Contact* de la SCHG Michel Buhner notre correspon-

dant, le quartier de Vieusseux termine sa reconstruction en 1979. L'Ecole d'horticulture de Genève occupe alors une parcelle voisine, mais son déménagement à Lullier est en cours. Début 1975, un habitant de Vieusseux, Jean Rufi, qui travaille à l'aménagement du territoire de la Ville, découvre par hasard un plan du quartier datant, semble-t-il, des années 1967-1969. On constate sur ce projet de la Ville et de l'Etat le tracé d'une route express à double voie qui longe Vieusseux par le sud, sur l'emplacement de l'actuelle rue Edouard-Rod, puis qui coupe la parcelle de l'Ecole d'horticulture. Sur le même plan, cette dernière est parsemée d'immeubles sans qu'on puisse distinguer d'autres aménagements. Vieusseux même est représenté par un projet d'urbanisme discuté en 1965 qui envisageait la reconstruction de tout le quartier, y compris les cités Villars et Franchises. Il faut se souvenir que c'était l'époque du «tout voiture». Ce tronçon de route express faisait partie d'un projet plus large de liaison routière rapide qui traversait le nord de la ville.

Le parc des Franchises devait être sacrifié

L'affectation de la parcelle libérée par l'Ecole d'horticulture inquiète encore plus les habitants de Vieusseux. 10 hectares de terrain sont libérés. Les habitant-es de Vieusseux et des environs ne voient pas d'un bon œil le remplacement de cette zone verte par des immeubles. Le Comité des intérêts de quartier lance une pétition et le 15 avril 1975,

Jean Rufi la remet au président du Conseil municipal de la Ville. Munie de 1500 signatures, récoltées à Vieusseux et environs. Elle souligne que les espaces verts à disposition disparaissent dans les quartiers environnants. En conséquence, les signataires demandent au Grand Conseil et au Conseil municipal que le terrain de l'ancienne Ecole d'horticulture de Châtelaine soit aménagé en parc public.

Sauvetage du parc : un brin d'histoire

A peine le Comité des intérêts de quartier a-t-il connaissance de la menace, que je suis monté au créneau en déposant un projet de résolution au Conseil municipal le 29 janvier 1975. Il invite le Conseil d'Etat à tenir compte, dans le plan d'aménagement des anciens terrains de l'Ecole d'horticulture, du désir des habitants de ce secteur de disposer d'une zone de parc et de détente à laquelle ils ont droit, selon le procès-verbal. A l'époque, j'en appelle à l'établissement rapide d'un nouveau plan d'aménagement. Le Canton donne raison aux pétitionnaires le 31 octobre 1975, en stipulant que le parc public, zone de verdure, doit être le plus vaste possible et d'un seul tenant. Une année plus tard, le Département des travaux publics de Genève propose un plan d'aménagement qui entérine le projet d'une zone de verdure sur l'emplacement de l'Ecole d'horticulture. Il y aura encore quelques discussions autour des bâtiments qui occuperont la partie nord-ouest (siège de l'AVS, école, centre sportif), au cours desquelles le Comité des

intérêts de quartier se manifeste. L'essentiel est sauf: il y aura un Parc des Franchises tel que les habitant-es du quartier le connaissent aujourd'hui. Plus personne ne parlera de la route express. Pour la SCHG, c'est un soulagement et une confirmation: le lien entre les habitant-es et le monde politique porte ses fruits. Le Comité des intérêts de quartier, c'était la voix du peuple, comme l'a rappelé Georges Chappuis, l'un des trois municipaux sociétaires de la SCHG à l'époque. «Quand on intervenait au Municipal, ça avait plus de poids».

Une rénovation réussie

Dans les années 70, du côté de la SCHG, à côté des Cités Villars et Franchises, Vieusseux héberge plus de 600 familles, anciennes et nouvelles, dans des appartements répondant pleinement aux exigences du confort moderne. Les voitures sont reléguées en sous-sol, les immeubles sont plantés dans un cadre de verdure exceptionnel. Si tous les ambitieux équipements collectifs prévus par le projet initial n'ont pu être réalisés, les prolongements de l'habitat offerts aux familles de Vieusseux sont nombreux: places de jeu et de sport, salles de réunion, garderie d'enfants, sans oublier la buanderie collective, lieu de rencontre qui perpétue une tradition née de l'ancien Vieusseux. Parfois le mot cité en fait hésiter certains quand il s'agit de déménager pour venir habiter ici. Mais une fois installé, vous ne trouverez plus personne qui veuille en repartir!

Une autre manière d'habiter

La volonté de ces rénovations historiques n'était pas de construire des casiers où loger des familles, mais d'étudier et renforcer l'habitat globalement. Non seulement au niveau des infrastructures, mais jusque dans les prolongements ultimes de la vie des gens. Par exemple en favorisant, dans la mesure du possible, les regroupements familiaux dans le quartier. C'est ainsi que nombre d'enfants de locataires, devenus adultes, ont pu trouver à se loger sur place, ce qui perpétue une vie de quartier agréable. Vieusseux, nettement séparé du reste de la ville par la route de Meyrin, la rue Edouard-Rod et la route des Franchises, est d'un abord déconcertant pour le visiteur, qui ignore le secret du labyrinthe de ses parcours. C'est réellement un petit village, avec son café, son marché, ses écoles et même un clocher sous la forme de la cheminée de la chaufferie qui s'élève fièrement en haut de la cité. A Vieusseux, les anciens-nes, habitant-es ont perpétué la vie sociale du quartier dans un cadre radicalement transformé. La vraie performance ne réside-t-elle pas d'abord dans l'organisation des travaux qui a permis, par étapes successives, de reconstruire d'abord et de démolir ensuite, de reloger tous les locataires sans résilier un seul bail.

Aujourd'hui, en 2024, la mise en œuvre du projet *Papillon* reproduit à près de 40 ans d'intervalle exactement le même processus. Actuellement en phase de réalisation, estimé à plus de 200 millions, ce projet sera ré-

alisé en plusieurs étapes et devrait s'étaler sur une quinzaine d'années. Il comprendra, au final, 550 logements - en remplacement des 260 existants -, 60 logements pour personnes âgées et des équipements collectifs.

Ce dont nous avons besoin à l'avenir, c'est de processus de communication clair et réactif avec les sociétaires. J'ai appris, au travers de l'opération de restructuration menée par la Fondation pour l'aménagement du quartier des Grottes, que j'ai eu la chance de présider pendant 10 ans, qu'il fallait bien mieux informer correctement en amont pour gagner ensuite du temps en aval. J'ai appliqué, avec mes collègues du conseil d'administration et de la direction de la SCHG cette façon de faire, et pour l'instant, ce choix est pleinement réussi. Puisse la SCHG continuer à se développer à Vieusseux et offrir du logement de qualité à des prix imbattables à la population genevoise.

www.albert-knechtli.ch
www.schg.ch



LA MAISON INTERNATIONALE DES ASSOCIATIONS

UN PÔLE ASSOCIATIF AU CŒUR DE PLAINPALAIS



La Maison Internationale des Associations est une actrice incontournable du paysage associatif genevois. En offrant un espace de travail, de rencontre et de collaboration, elle joue un rôle essentiel dans le développement du tissu associatif et dans la vie du quartier de Plainpalais.

La Maison Internationale des Associations (MIA) est bien plus qu'un simple lieu de location de salles ou de bureaux. Véritable pôle associatif, elle joue un rôle crucial dans le quartier de Plainpalais en favorisant la rencontre, le partage et l'émulation entre les acteurs du monde associatif.

La MIA met à disposition des espaces de location modulables et abordables pour répondre aux besoins de tous types d'associations, des plus petites aux plus grandes. Pour autant, la MIA ne se résume pas à un simple prestataire de services. Sa mission s'étend bien au-delà en proposant un large éventail d'activités et de services pour soutenir le développement des associations : des rencontres et formations, de la mise en réseau et de la création de liens entre les associations, et des actions de plaidoyer afin de porter la voix des associations auprès des autorités et du grand public.

La MIA s'inscrit pleinement dans la vie du quartier de Plainpalais en participant à des événements locaux et en collaborant avec d'autres acteurs. Elle a ainsi accueilli à deux reprises des spectacles de la Nouvelle Comédie, gratuits pour les habitant-es du quartier et ceci en collaboration avec le service social de la Ville. Elle accueille un Free-go géré par l'association Éco-Citoyen

et destiné à recycler et à redistribuer des denrées alimentaires. On y retrouve aussi une livraison par semaine de Paniers Locali, distribués par la Coopérative du supermarché participatif paysan La Fève. Le café-restaurant situé dans les locaux de la MIA est également un lieu de rendez-vous du quartier.

Il s'agit pour la MIA à la fois de soutenir des projets associatifs en offrant ou en louant à bas prix les espaces pour ces prestations, mais aussi les rendre physiquement plus accessibles aux habitant-es d'un quartier qui reste, malgré la gentrification, un quartier populaire.

www.mia-ge.ch

L'AVIVO - 75 ANS ET TOUTES SES DENTS!

UELI LEUENBERGER
PRÉSIDENT AVIVO GENÈVE

Depuis plus de sept décennies, l'AVIVO s'engage avec détermination dans la défense des intérêts des retraité-es et des futur-es retraité-es. Enracinée dans ses principes fondateurs, l'AVIVO a mené d'innombrables combats pour assurer de meilleures conditions de vie à travers les systèmes d'assurances sociales. Mais son action va bien au-delà : elle vise également à promouvoir une société plus juste et plus solidaire.

En effet, l'AVIVO ne se contente pas de lutter pour des avantages financiers, elle se veut le porte-voix des valeurs de solidarité et de justice sociale. Par le biais de ses actions et de ses revendications, elle s'efforce de contribuer à la construction d'un monde où chacun-e, quelle que soit sa situation, peut vivre dignement et en toute équité. Ces dernières années, elle s'est également engagée, seule ou aux côtés de ses allié-es, sur les questions climatiques, dont les effets vont toucher de plus en plus les seniors, et particulièrement les plus âgé-es, dans notre société.

Souvent, les gens ne sont pas conscients qu'environ 85'000 retraité-es vivent actuellement dans notre canton, et que le nombre

de personnes de plus de 65 ans atteindra environ 100'000 d'ici 2030. La solidarité intergénérationnelle est non seulement une préoccupation importante, mais fait partie intégrante de l'action de l'AVIVO. Le projet de la Comédie des Âges, dont l'AVIVO est l'initiatrice et qui est désormais porté par d'importants acteurs associatifs jeunes et âgés, vise à transformer l'ancienne Comédie au Boulevard des Philosophes en un lieu de rencontre social et culturel permettant de véritables rencontres intergénérationnelles. Le 1er Mai, l'AVIVO défile derrière la bannière "Solidaire avec les jeunes pour un monde plus juste !"

L'AVIVO Genève, qui compte 9'600 membres, vit ces dernières années un renouveau, et au niveau suisse, un mouvement similaire est en train de se produire. L'année dernière, les 33 sections réparties dans 8 cantons ont mené une campagne commune contre l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes, et l'AVIVO a été très présente pendant des mois pour obtenir la 13ème rente AVS. Active et souvent joyeuse, elle milite en chantant.

Cette AVIVO dynamique, active et présente ne plaît pas à la majorité de la droite genevoise, qui a brutalement supprimé la seule subvention accordée par le Canton destinée au travail social de l'AVIVO et plus précisément à l'engagement pour les proches aidant-es. Il y a le travail de défense, mais aussi un énorme travail de soutien qui est bafoué par cette action.

Par ailleurs, consciente des défis rencontrés par ses membres, l'AVIVO accorde une importance particulière à la détente et au bien-être de ces dernier-es. Elle organise

ainsi des activités variées visant à favoriser les rencontres et les échanges entre retraité-es, tout en luttant activement contre l'exclusion et l'isolement social.

En résumé, l'AVIVO incarne un véritable pilier de solidarité et d'engagement social. À travers ses actions, elle œuvre pour une société où le respect des droits des retraité-es et leur épanouissement personnel sont au cœur des préoccupations. Son office social, son service de déclarations d'impôts, sa permanence juridique, son service de loisirs, sa chorale, ses cours d'informatique, ses différentes commissions de travail fournissent un travail énorme, assuré par 7 salarié-es et 80 bénévoles.

Cette année, l'AVIVO vivante, créative et combative célèbre avec plusieurs événements ses 75 ans. À 75 ans, l'AVIVO a toutes ses dents! Elle reste mordante et, avant tout, solidaire.

P.S. On n'est jamais trop jeune pour adhérer à l'AVIVO. En devenant membre et en payant la cotisation annuelle de 52 francs, on peut exprimer son soutien à l'action de l'AVIVO, soutien dont elle a urgemment besoin.

www.avivo.ch

RESSOURCES URBAINES AU SERVICE DU COLLECTIF

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

Depuis 2016, la coopérative Ressources Urbaines a pour objectif de proposer des espaces de création et de production, d'échange et de diffusion à des prix abordables dans le Canton de Genève. Récupérant des bâtiments vides en attente de rénovation, de nouvelles affectations ou de destruction-reconstruction, la coopérative permet l'ouverture de lieux dédiés aux pratiques artistiques et culturelles. Par son action elle invite à une réflexion sur la ville désirable et sur la manière de la produire dans une logique qui n'est pas capitaliste ou liée au profit.

Sylvain Thévoz : Comment résumer l'histoire de Ressources Urbaines ?

Matthias Solenthaler : L'aventure de Ressources Urbaines, en tant que coopérative d'acteurs et actrices culturel·les, débute en 2015. Un collectif réfléchit alors à la manière de perpétuer des espaces de possibles dans la ville, et de proposer à celles et ceux qui ont peu de moyens, artistes, artisan·e·s, créateurs et créatrices, de disposer d'espaces de travail. La coopérative part du constat de la disparition des squats, du vide laissé par cette extinction. De ce constat découlent de premières expériences post squat. Les modèles qui ont perduré de cette période, c'est par exemple le Motel Campo, l'Espace Picto, le vélodrome, la Cave 12, le Galpon, etc. Ce sont de très belles expé-

riences mais finalement réalisées de manières relativement atomisées. Chaque lieu développe ses solutions, mais peu de choses les relient hormis un passé commun. Or, ces différents lieux sont issus du même enjeu : un besoin d'espaces de travail et d'échange abordables. Ressources Urbaines est née de la volonté de systématiser ce travail de reconquête d'espace de travail et de vie, en revendiquant des bâtiments pour la communauté artistique et socio-culturelle au sens large. Son expertise spécifique s'est créée en cheminant, dans un monde plus complexe, plus difficile pour l'expérimentation urbaine. RU se consolide en 2016. Elle prend alors une forme de coopérative en s'inspirant de l'expérience des coopératives d'habitation, en revendiquant la professionnalisation.

Comment fonctionne RU ?

Les membres sont des coopérateurs/trices. Ces personnes achètent une part sociale qui est de 100.- pour un membre individuel, 300.- pour un collectif. Aujourd'hui, la coopérative compte plus de 600 membres dont une centaine de structures, cela fait donc un regroupement conséquent, en constante augmentation. Pratiquement tous les membres aimeraient avoir des espaces, cela augmente donc la pression sur la coopérative, mais aussi la force du collectif ! Il revient à RU d'articuler les membres autour d'une vision commune. RU cherche à disposer de toujours davantage d'espaces de travail pour que le nombre de personnes qui puissent en profiter augmente. La volonté est de défendre des écosystèmes pour des personnes dont le travail n'est pas basé sur le profit, mais dont l'activité et la présence est une valeur ajoutée à la vie urbaine (sociale, culturelle, artistique, d'innovation). Cela dépasse bien entendu le cadre strict des artistes. La volonté de RU n'est pas de faire des ghettos d'artistes, mais de favoriser des modèles alternatifs d'activités et

de tester leurs potentiels d'alternatives au système dominant. La collaboration avec Après-Ge pour occuper un étage du bâtiment des Saules en 2017 a permis à RU de cheminer dans cette direction au travers de l'accueil d'associations de l'économie sociale et solidaire (ESS). De manière générale, l'opportunité offerte à RU par la CODHA et la Ciguë (pilotant le futur projet du chemin des Saules) de disposer de ce bâtiment a constitué un tournant pour la coopérative qui s'est élargie vers un ensemble d'activités sociales et artisanales. Une dimension sociale plus forte imprègne désormais RU. Dans le dernier projet RU à Carouge, à la Marbrerie, RU accueille par exemple un projet d'intégration sociale au travers de la rénovation de meubles par des jeunes en difficultés. Cela peut également se voir à l'Usine Parker, à la Poste des Charmilles ou dans les projets d'agriculture urbaine que développe la coopérative.

Comment s'est décidé le fait d'investir l'ancienne poste des Charmilles ?

Très simplement, au culot, RU a contacté La Poste. Nous savions que celle-ci réfléchissait à l'avenir du bâtiment. Il allait donc se passer un certain temps avant que les autorisations de construire ne soient déposées. Cela ouvrait la possibilité d'un bail à titre précaire. RU a proposé à La Poste de lui louer cet espace. Comme les Colis du cœur cherchaient de nouveaux locaux, RU leur a donc proposé une sous-location pour une partie du bâtiment. RU est désormais un opérateur reconnu. Nous respectons les normes légales tout en expérimentant de nouveaux voisinages entre activités créatives, productives et sociales. Les espaces sont transformés et rénovés par des interventions ciblées, de manière économe, et sont tournés vers l'usage. La MACO est un bon exemple de ce que RU est capable de faire.

Quel est le rôle des collectivités publiques vis-à-vis de RU ?

La Ville et le Canton agissent en soutien et/ou facilitateur, en fonction des projets. Il arrive qu'ils mettent à disposition des bâtiments, RU les occupe alors, les transforme et y place des coopérant-e-s. Ce soutien direct est essentiel pour pouvoir produire des espaces culturels et sociaux abordables. La loi sur les arts et la culture indique d'ailleurs que la politique culturelle est aussi une politique de mise à disposition d'espace. Comme pour les coopératives de logement, on s'aperçoit dans toute l'Europe que l'implication de l'État est une condition sine qua non pour faire face à la pression foncière qui expulse des centres les activités - et les personnes - les moins lucratives. Les collectivités publiques opèrent également comme garantes auprès des propriétaires privés, facilitant la mise en confiance. RU ne reçoit pas directement d'argent public mais dispose du soutien de la Fondation pour la promotion de lieux pour la culture émergente (FPLCE) pour le travail de développement des projets et pour les travaux d'aménagement. Si RU devait porter seule le travail en amont des projets et la totalité des coûts de rénovation-transformation, il ne serait plus possible de produire des loyers à aussi bas prix. Cette formule est importante : la FPLCE investit des moyens, RU parvient à amortir les travaux, et des lieux ouvrent.

Quel est l'impact de RU sur la vie de quartier ?

Depuis ses débuts, RU pense l'attribution des espaces de travail à la fois en fonction de la dynamique propre à un bâtiment mais aussi à la vie qui l'entoure. Insérer des espaces de création et d'activité n'est pas neutre et demande de réfléchir à l'échelle du voisinage. Néanmoins, la direction de la coopérative RU n'est pas elle-même la productrice de cette vie sociale qui est du ressort de ses membres. La vocation première de la coopérative est de garantir, les espaces et les murs nécessaires pour assurer un droit à la ville à toute une série d'activités qui va l'enrichir. De plus, la coopérative produit dans ces projets des espaces communs (à vocation publique) destinés à accueillir des activités sociales, culturelles, dans les quartiers. Elle souhaite ainsi qu'ils vivent et accroissent l'hospitalité sociale et culturelle des quartiers. Néanmoins, comme le travail d'activation de ces espaces prend du temps et ne rapporte rien, et que nos membres doivent aussi pouvoir fermer la porte se consacrer à leur travail, il faut poser la question de comment financer les activités plus sociales que représentent l'animation de ces lieux ? Le faire via l'augmentation des loyers n'est pas envisageable pour la coopérative, elle doit donc trouver d'autres formes de financement pour ce travail. Des réflexions à ce sujet sont en cours, c'est passionnant.

Est-ce que le fait de grandir pose des difficultés ?

RU a actuellement 11 bâtiments sous gestion, répartis sur différents sites. C'est son maximum historique. Le champ est plus éclaté que jamais. Comme on l'a vu, faire vivre ces bâtiments est une responsabilité et une gageure. RU cherche le moyen d'élargir son champ d'action, d'augmenter son impact. Cela demande davantage de forces vives. RU a su s'autofinancer pour créer des espaces de travail mais est aujourd'hui limité par un manque de moyen pour élargir son équipe et renforcer ses ressources humaines. RU se considère comme activateur urbain, traitant désormais de questions plus larges que de la culture *stricto-sensu*.

Cette mise à disposition d'espaces non affectés pourrait-elle considérer également l'habitat ?

Dans l'absolu, oui, mais si produire des espaces de travail est une chose, produire des espaces de vie dans des surfaces d'activité artisanales, commerciales, relève d'une toute autre dimension. Il faudrait qu'il existe la même souplesse pour convertir des espaces commerciaux en espace de vie, si l'on souhaite vraiment les convertir. Les normes légales sont beaucoup plus contraignantes. RU est activement engagée dans ces réflexions pour une ville plus mixte, mêlant de manière originale espace de vie et de travail : les conditions collectives d'une autonomie de vie.

Les besoins sont énormes : comment les prioriser ?

Les espaces que RU parvient à produire répondent à de vrais besoins. RU a de plus en plus de membres ; le cercle des personnes qui s'intéressent à RU s'élargit constamment donnant à voir le besoin de marges de manœuvre dans nos villes saturées. Et cela reste évidemment très politique. Nous souhaitons aller au-delà de l'occupation de bâtiments qui au final seront détruits. La pérennisation est un enjeu central depuis le début de la coopérative. Nous devons aussi augmenter les échanges avec le privé, ne fermer aucunes portes. Il faut bien connaître le marché pour faire de bonnes approches.

Comment s'attribuent les lots ?

RU évalue l'ancienneté et l'intensité du besoin (cela se lit dans les lettres de motivation) ainsi que l'adéquation avec les locaux et la composition d'un écosystème (on ne veut pas de typologies standardisées). C'est un travail délicat, et toujours un crève-cœur d'accepter que des gens n'auront pas les locaux. Une délégation des membres participent à la commission afin de bien expliquer les démarches, en transparence, et faire en bonne intelligence les choix. Au fi-

nal, à deux dossiers égaux, c'est l'ancienneté qui prime.

Est-ce que RU se limite à la Ville de Genève ?

Non. Nous avons un projet au Grand Saconnex : la maison des médecins. Un projet à Pregny-Chambésy. Trois pavillons aux Vergers (Meyrin), deux projets à Carouge. RU est tout à fait disposé à faire des projets « hors centre ». C'est parfois à nos membres qu'il faut expliquer que tout ne se passe pas en Ville. Nos objectifs : explorer le territoire à plus grande échelle, avec pourquoi pas l'agglomération et l'autre côté de la frontière en ligne de mire. Partout où il y a du potentiel, nous répondons présent. A Genève, il y a très peu de biens qui ne vont plus jamais être loués, aucuns propriétaires privés n'est prêt à faire une décote pour mettre des biens à disposition, contrairement à la France ou à la Belgique, où tout un travail de revalorisation est mené.

RU a-t-il vocation de s'étendre, et si oui, jusqu'où ?

RU lutte avant tout contre l'appauvrissement, l'érosion de ce qui existait à Genève il y a 20 ou 30 ans, dans un contexte différent où la mobilité prime. L'Usine, Artamis, l'usine Kugler, Mottattom, sont des réalisations d'il y a 25 ans. Elles s'inscrivent dans la même démarche que ce que développe aujourd'hui la coopérative, revendiquer la valorisation du vide, réinventer les usages de bâtiments industriels ou commerciaux. Elles ont eu lieu dans un contexte où la pérennisation était possible. Il est désormais difficile, voir impossible, de pérenniser nos projets. L'exemple des squats d'habitation, qui tout à coup ont disparu, doit nous alerter. Nous sommes confrontés à une nouvelle réalité désormais riche de possibles mais pour lesquels un engagement politique est nécessaire. Comme le rappelle le président de notre Conseil d'administration Luca Pattaroni, il s'agit de développer - à l'image de ce qu'il se fait pour le logement depuis une centaine d'années - une véritable politique sociale de l'espace d'activité permettant d'offrir durablement de la place à toutes les activités créatives, sociales et manufacturières économiquement fragiles et pourtant essentielles. Une politique de transition qui demande des alliances bien plus larges mais à laquelle RU veut contribuer depuis la base active de toutes et tous ses membres.

www.ressources-urbaines.ch

INTÉGRATION MOTEUR SOCIAL

ALBANA KRASNIQI
DIRECTRICE DE L'UNIVERSITÉ
DES CULTURES DE GENÈVE - UPA

L'intégration, processus sociétal continu et circulaire, est au cœur de l'action de l'UPA à Genève. Le mandat de l'association est d'accompagner la population migrante vers une intégration citoyenne, sociale, scolaire, et professionnelle, en valorisant les contributions des populations post-migrantes en co-construction. L'intégration est un processus complexe et continu, qui nécessite un accompagnement bienveillant dès l'arrivée en Suisse.

La prise en charge holistique est cruciale, couvrant apprentissage du français, décodage culturel, parentalité, autonomisation par l'emploi, participation citoyenne, encadrement des seniors, lutte contre la discrimination, racisme, et stigmatisation.

L'intégration a besoin de la société d'accueil qui se façonne aussi à l'image de la société avec la composante de la migration. A l'UPA, une équipe pluridisciplinaire s'attelle à ces tâches, menée par un comité investi et une présidence proactive. Ancrée dans le quartier des Charmilles, l'UPA favorise le travail de proximité, étendu à d'autres quartiers, renforçant partenariats et réseaux. C'est un lieu interculturel organisant des rencontres, débats, et activités culturelles.

Quelques projets phares de l'UPA :

- **Accompagnement parental** : Soutien aux parents avec un espace dédié au décodage de la parentalité en migration, facilitant l'intégration sociale et éducative. Une équipe multidisciplinaire assure accompagnement, conseil, et orientation.
- **Accueil des enfants** : Apprentissage du français et garde d'enfants, facilitant la conciliation entre vie familiale et scolaire.
- **Cours de français et autonomisation** : Plus de 800 apprenant-es participent à des cours variés, favorisant l'intégration par l'apprentissage linguistique, la participation citoyenne, et l'amélioration socio-professionnelle. La langue est un élément clé de l'intégration.
- **Permanences sociales et juridiques** : Conseils gratuits en parallèle aux cours de langues, abordant diverses problématiques.
- **Pôle aîné** : C'est un lieu d'échange et de soutien pour les seniors migrant-es, répondant à des besoins spécifiques, notamment au sujet de la langue d'origine.
- **Citoyenneté** : Vise à promouvoir la citoyenneté par des activités civiques, la découverte du système, et la participation dans les réseaux de réflexion. L'UPA donne également une voix aux citoyen-nes sans droits.
- **Santé** : Soutien à la santé des migrant-es avec des initiatives de prévention, sensibilisation, et orientation, en langue d'origine.

L'UPA, par la médiation, sensibilise la population à la réalité des migrant-es. Son site internet, ses publications, sa présence sur

les réseaux sociaux, et son action au cœur de manifestations contribuent à améliorer et renforcer la compréhension mutuelle.

Pour conclure, l'UPA incarne l'intégration comme projet sociétal, construisant une société inclusive et harmonieuse. L'intégration est un projet de société où l'altérité laisse place à un NOUS pluriel. La diversité linguistique et culturelle de la Suisse n'est pas celle d'une culture homogène et dominante. La question demeure : la société est-elle prête à construire ce nouveau nous? Nos actions sont rendues possibles grâce aux réseaux, aux bénévoles, aux spécialistes académiques, et bien entendu grâce au soutien des communes, de la Ville de Genève, (notamment le Département de la cohésion sociale et de la solidarité, de la culture, des finances et du logement (Agenda 21), du Canton (bureau de l'intégration et de la citoyenneté au Département de la cohésion sociale, département de la santé, à l'Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue (OFPC) au Département de l'instruction publique (DIP), et à la Confédération à la Commission fédérale des migrations (CFM), que nous remercions toutes et tous chaleureusement.

www.upa.ch

MOBILITÉ : QUELLES PISTES D'AMÉLIORATION POSSIBLES

ENTRETIEN CAUSES COMMUNES

Sébastien Munafò - Géographe (Université de Neuchâtel) et Dr ès Sciences (EPFL) est directeur de la filiale suisse du cabinet indépendant 6t-bureau de recherche, basé à Genève et spécialisé dans l'analyse de la mobilité, du territoire et des modes de vie.

Dalya Mitri : De manière générale, quel est l'état de la mobilité en ville de Genève, et comment les habitant-es se déplacent à l'intérieur et entre les quartiers qui la composent ?

Sébastien Munafò : Genève se caractérise par une forte compacité. C'est même la ville la plus compacte de Suisse. Cela se reflète directement dans la mobilité des Genevois-es car la compacité est très vertueuse en matière de mobilité. Les Genevois-es sont ainsi les champion-nes suisses de la marche dont la part modale dépasse désormais 50% des déplacements ! À titre de comparaison, à Zurich, c'est 10 points de moins. Avec 8%, le vélo a aussi une très bonne part de marché à Genève, ceci malgré les infrastructures incomplètes. Il a connu une augmentation spectaculaire en 5 ans (quasi doublement). À cela s'ajoute une utilisation importante des transports publics urbains et désormais du train, en particulier depuis l'arrivée du Léman Express. Au final, ce que l'on pourrait appeler «le modèle genevois» est intéressant, car la voiture y occupe une place réduite (22%). En revanche, il est évident que les Genevois-es subissent clairement et fortement les nuisances du trafic.

Quelles sont les bonnes pratiques et modèles inspirants pour la Ville de Genève ?

Genève doit jouer à fond la carte de la marche, car le potentiel est important

de gagner encore des parts de marché et contribuer ainsi à une réduction des émissions et des nuisances dues à la mobilité. C'est aussi un excellent facteur d'attractivité économique et touristique. Aussi, toutes les mesures qui visent à accroître la place du piéton et à modérer le trafic motorisé peuvent être inspirantes pour la ville de Genève. C'est en particulier le cas des maïstrales piétonnes, des axes particulièrement ergonomiques pour la marche sur des distances importantes que Strasbourg et Bruxelles ont par exemple déployés. Toutes les mesures qui vont contribuer à la qualité de vie dans l'espace public sont bienvenues pour stimuler la marche et la proximité : la végétalisation et la suppression de places de stationnement, etc. À ce titre, il est vrai que la ville de Paris est devenue assez exemplaire, alors qu'elle partait clairement de loin dans ce domaine. Cela démontre à quel point la volonté politique est une donne fondamentale pour changer les choses.

Que faire pour améliorer la mobilité douce en Ville de Genève ?

Il s'agit désormais de lui donner une place de premier rang dans les politiques de transport. Elle doit être à la hauteur à la fois des usages actuels importants et des potentiels et objectifs de gains de parts modales que l'on doit se fixer pour relever nos défis écologiques. Avant toute chose, il est donc indispensable de considérer les modes actifs comme des moyens de transport de masse qui répondent à une grande demande de mobilité et ceci sur des distances considérables ! Il faut donc réfléchir en termes d'axes, de capacités, d'ergonomie, voire de vitesse et les placer tout en haut de la hiérarchie des modes alors qu'on a toujours tendance à les considérer en termes de flânerie, de zone, de lenteur, de faible débit et de s'occuper d'eux une fois que tout ce qui concerne les flux motorisés a été réglé. etc. Ce changement de paradigme doit se traduire par le déploiement ambitieux d'infrastructures adaptées qui assurent une continuité, une sécurité et un confort exemplaire, que cela soit pour les vélos ou pour

la marche. En raison de la vitesse élevée des vélos en particulier celle des vélos électriques, il est aussi désormais indispensable de les séparer le plus possible des piétons. Et c'est bien au trafic motorisé qu'il s'agit de (re)prendre l'espace nécessaire à cela. Enfin, un point crucial largement oublié à Genève reste les intersections et carrefours. On ne sait pas encore proposer des installations sûres pour les cyclistes, par exemple les tourner-à-gauche, ou les giratoires alors que les bons exemples étrangers sont nombreux. Même chose pour les piétons pour lesquels des améliorations notables sont souhaitables à ces points importants du réseau : phase des feux, passages croisés à la «japonaise», etc.

Comment concerter correctement les habitant-es pour qu'ils soient impliqués dans ces processus et projets ?

Je pense qu'il ne faut pas interroger uniquement les habitant-es. Le propre de la ville de Genève est bien d'être le cœur d'une agglomération transfrontalière avec une très forte dimension cosmopolite. Cela signifie que les habitant-es ne sont de loin pas les seules personnes qui fréquentent ce territoire, contribuent à le faire vivre et qui ont donc une parole légitime pour penser et orienter les projets qui le concernent. C'est un vrai défi, car les méthodes manquent pour consulter des frontaliers, des pendulaires vaudois, fonctionnaires internationaux, des touristes, etc. C'est là que Genève devrait être inventive. L'autre point important est que si l'on souhaite une implication de ces acteurs, il faut non seulement trouver un moyen pertinent de faire remonter leurs besoins et aspirations, mais aussi de trouver des canaux pour leur faire des retours, montrer comment leurs orientations ont été prise en compte ou alors quelles raisons politiques ou techniques expliquent que cela n'a pas été possible. En somme, poser les bases d'un dialogue et pas seulement d'une remontée d'informations sans retour.



LA MANIVELLE - EMPRUNTER PLUTÔT QU'ACHETER

MANUEL ZWYSSIG
CONSEILLER MUNICIPAL
CO-PRÉSIDENT PSVG

Membre de la coopérative depuis 2019, Manuel Zwyszig explique comment La Manivelle, en tant qu'actrice de proximité dans nos quartiers, nous invite à remettre en question nos habitudes de consommation et nous encourage à promouvoir l'entraide et la solidarité dans nos actions du quotidien.

Un four à raclette à demi-meule, un écran de projection avec son trépied, une guirlande lumineuse, un crocodile gonflable, un rouleau à peinture ou encore une luge. Tous ces objets figurent dans mon historique des 112 emprunts effectués en un peu plus de 4 ans. Leur point commun? Je les utilise de temps en temps, mais pas assez souvent pour ressentir le besoin d'en faire l'acquisition. Lorsque j'ai appris l'existence de La Manivelle, j'ai tout de suite été séduit par le concept. Non seulement, La Manivelle permet à ses membres de faire des économies, mais elle promeut aussi la solidarité et évite le gaspillage des ressources planétaires.

Comment ça marche? C'est très simple: il suffit de s'inscrire, en ligne ou sur place pour devenir membre en payant un abonnement mensuel à 20 francs ou annuel à 100 francs (respectivement 10 et 50 francs pour les personnes au revenu mensuel inférieur à 4'000 francs). Celles et ceux qui le

peuvent et le souhaitent ont la possibilité de souscrire à un abonnement de soutien. Ensuite, on identifie et réserve ses objets en ligne ou sur place avec l'aide de l'équipe de travail, toujours très sympathique et de bon conseil. Il est également possible de se faire livrer les objets dans un des points relais ou, contre paiement à son domicile. Le système d'inventaire en ligne permet aux utilisatrices et utilisateurs de gérer leurs emprunts, les prolonger si besoin, de renouveler l'abonnement et de consulter l'historique de leurs emprunts. Il permet aussi à la coopérative de mieux comprendre les besoins de ses membres et d'adapter son catalogue.

La Manivelle fait régulièrement des appels aux dons pour des objets particulièrement demandés et potentiellement disponible et peu utilisés chez de nombreuses personnes. Cette démarche permet à la coopérative de renouveler et enrichir son catalogue de plus de 4'000 objets. Elle offre par ailleurs une occasion de remettre en question la pertinence de posséder des objets peu fréquemment utilisés et de faire ainsi de la place pour vivre moins à l'étroit dans nos appartements.

En 2020, La Manivelle a quitté de l'espace artistique et artisanal Le Vélodrome à la Jonction pour installer son quartier général dans la nouvelle MANufacture COLlaborative (MACO) aux Charmilles. Elle vient d'ouvrir une nouvelle antenne au quartier des Pâquis, offrant ainsi la possibilité aux habitant-es de cet autre quartier populaire d'avoir sa bibliothèque d'objets. La Mani-

velle est également présente dans d'autres communes: Thônex et bientôt à Lancy et Meyrin.

La Manivelle défend la proximité, créant dans nos quartiers des espaces de convivialité ouvert à toutes et tous. Elle est solidaire, puisqu'elle permet aux personnes aux moyens limités d'utiliser des objets facilement. Par ailleurs, elle offre des places de formation et d'insertion professionnelle. Elle s'engage très concrètement pour la durabilité, en contribuant à freiner la surproduction industrielle et à diminuer le gaspillage.

Alors, la prochaine fois que vous aurez besoin d'une perceuse, d'une machine à popcorn ou d'une tente de camping, rendez-vous à La Manivelle pour faire connaissance avec une équipe motivée qui contribue au quotidien à rendre nos quartiers plus solidaires et durables.

Quartier général à la MACO:
chemin des Sports 87

Antenne des Pâquis: cour Royaume, entre la rue de la Navigation et la rue du Môle.

Antenne de Thônex: rue de Genève 96

www.manivelle.ch



CONNAISSEZ-VOUS FREE-GO ?

MARINE DELÉVAUX
CHEFFE DE PROJET FREE-GO
RÉMI MERLE
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
DE L'ASSOCIATION ECO-CITOYEN

Free-Go est un réseau de réfrigérateurs en libre-service pour réduire le gaspillage alimentaire à Genève, tout en renforçant la solidarité sociale.

Depuis 2014, l'association Eco-Citoyen, à but non lucratif et reconnue d'utilité publique s'emploie à promouvoir le développement durable et l'application de ses principes auprès des habitant-e-s de Genève, tout en favorisant l'insertion sociale de personnes en difficulté.

En collaboration avec des communes et les Services Industriels de Genève (programme éco21), Eco-Citoyen accompagne chaque année des milliers de familles par le biais de conseils personnalisés prodigués lors de visites réalisées à domicile. Les thématiques telles que l'énergie, l'eau, les déchets, l'alimentation et la consommation sont abordées.

Il faut savoir qu'en Suisse, près de 2,8 millions de tonnes de denrées sont gaspillées chaque année, ce qui correspond à environ un repas par jour et par personne! A Genève, 80% des déchets alimentaires sont évitables. En adoptant quelques pra-

tiques simples, un ménage pourrait économiser jusqu'à 2'000 francs par an. Fort des constats actuels sur le gaspillage alimentaire, le projet Free-Go a été imaginé il y a sept ans par Rémi Merle, co-fondateur de l'association Eco-Citoyen et mis en application en été 2022, grâce au soutien de la Ville de Genève.

Actuellement, cinq Free-Go ont vu le jour en Ville de Genève : à l'Espace 99, à la Maison Internationale des Associations, au Centre de la Roseraie, à Château-Bruyant et à la Maison de quartier la Concorde. En 16 mois, déjà plus de 11 tonnes de denrées ont pu être sauvées, soit l'équivalent approximatif de 37'000 repas. Le concept ? Réduire le gaspillage alimentaire tout en renforçant la solidarité sociale dans les quartiers. Le projet propose aussi d'adopter de nouveaux gestes au quotidien pour réduire, ensemble, notre impact sur l'environnement.

Concrètement, des collectes sont réalisées chaque jour, en collaboration avec l'Hospice Général, auprès des commerces partenaires. Nous récupérons les denrées en surplus et les invendus, que nous plaçons dans les installations disposées en Ville de Genève en libre-service et mise à disposition gratuitement. Servez-vous, c'est pour tout le monde et surtout, c'est un acte citoyen!

Vous avez vous-même des denrées en surplus, avant, par exemple, de partir en vacances? Vous pouvez également les déposer dans les installations: fruits, légumes, pain et produits secs. Plutôt que de partir à la poubelle, vos aliments feront des heureux et heureuses!

Nous organisons également des collectes ponctuelles directement en bas de chez vous avec le soutien de bénévoles et proposons des ateliers de sensibilisation (communes et entreprises). En 2024, trois nouveaux Free-Go verront le jour dans les communes suburbaines, selon les partenariats établis.

Restez à l'affût de nos nouveautés et prochaines dates d'événements, disponibles sur nos réseaux sociaux et notre site internet.

L'équipe se tient à votre disposition pour plus d'informations. Venez découvrir l'une de nos installations Free-Go!

www.free-go.ch

LES ENJEUX DE LA VILLE INCLUSIVE

VANESSA KLEIN
MEMBRE DU COMITÉ PSVG
CO-PRÉSIDENTE DU GROUPE FEMMES
SOCIALISTES GENEVOISES

La ville est un organisme en perpétuelle évolution, soumise à des pressions telles que l'urbanisation croissante, l'étalement urbain et les changements environnementaux. Les villes doivent améliorer la qualité de vie de leurs résidentes, développer des logements et des infrastructures, et promouvoir leur attractivité économique, tout en réduisant leur consommation d'énergie et d'espace. Elles doivent répondre aux besoins actuels sans compromettre ceux des générations futures. Ces défis nécessitent une approche globale, intégrant les dimensions sociale, économique, culturelle et environnementale. Causes Communes a voulu en savoir plus, en rencontrant la docteure Karine Duplan - Senior Lecturer/Senior Researcher, Department of Geography and Environment & Institute of Gender Studies, University of Geneva (CH).

La ville inclusive vise à créer des environnements urbains accessibles, accueillants et équitables pour toutes et tous, sans distinction d'origine, de statut socio-économique ou de capacités physiques. Cette inclusivité dépasse la simple accessibilité physique pour englober également l'intégration sociale, économique et culturelle de toutes les personnes vivant et travaillant dans la ville. Pour construire une ville inclusive, plusieurs piliers sont essentiels : une planification urbaine attentive, des politiques sociales et économiques équitables, une géographie urbaine englobant tous les quartiers et une participation citoyenne active.

En termes de planification urbaine, la ville inclusive nécessite une planification attentive des espaces urbains afin de garantir l'accessibilité à toutes et tous. Cela comprend des mesures telles que l'élargissement des trottoirs pour faciliter la mobilité des piétons, comme des poussettes et fauteuils roulant ; des chemins sécurisés loin des grands axes routiers ; l'installation d'éclairage adéquat dans les espaces publics pour assurer la sécurité, et l'intégration de bancs, aires de repos et de loisirs adaptées à tous les âges et capacités physiques. De plus, il faut améliorer l'accessibilité et la fréquence des transports en commun et créer des espaces verts accessibles à toutes et tous. La ville inclusive doit englober non seulement les quartiers centraux, mais aussi les quartiers périphériques où vivent souvent des populations socialement défavorisées. Il est crucial que toutes et tous les habitant-es puissent bénéficier de services de proximité, réduisant ainsi la nécessité de déplacements vers des centres plus éloignés.

La dimension politique de la ville inclusive, quant à elle, n'est pas toujours mise en avant. Elle est souvent réduite à une simple notion d'accessibilité. La ville inclusive exige des politiques de favoriser l'éga-

lité des chances et réduire les inégalités. Ces politiques doivent comprendre le développement de logements abordables et évolutifs, l'accès équitable aux services de base tels que l'éducation et les soins de santé, le soutien aux petites entreprises locales et sociales, l'empouvoirement des femmes en leur garantissant une représentation équilibrée dans les instances de décisions et en encourageant leurs accès aux opportunités économiques. La mise en place d'un budget genre offre une opportunité de mieux comprendre les injustices dans la redistribution des services publics et de l'impôt pour mieux cibler les inégalités.

Il est primordial d'impliquer activement toutes et tous les citoyen-nés dans les processus de planification urbaine à travers des consultations publiques spécifiques, des groupes de discussion et des sondages pour recueillir leurs besoins, préoccupations et suggestions. La ville inclusive doit être pensée par et pour les citoyen-nés. La participation citoyenne est donc un élément clé pour la construction de villes inclusives, démocratiques et durables. Elle assure une représentation équitable des besoins de toutes et tous les habitant-es, stimule l'innovation sociale et favorise le développement durable en permettant l'émergence de nouvelles idées et de solutions novatrices pour relever les défis urbains.

La ville inclusive est bien plus qu'un simple concept urbain ; c'est un projet politique visant à transformer en profondeur nos villes pour les rendre plus équitables, démocratiques et durables, où chaque citoyen-ne a voix au chapitre et accès aux mêmes opportunités.

RELIGIONS ET VIE URBAINE À GENÈVE

MANÉLI FARAHMAND ET JULIETTE SALZMANN

Avec un nombre de communautés religieuses s'élevant à plus de 400 combiné à une forte densité, les dynamiques spatiales, les dimensions du dialogue et du vivre-ensemble se trouvent au cœur des enjeux contemporains, tant sur le plan socio-culturel qu'urbanistique. En dressant une cartographie exhaustive des communautés religieuses de Genève en 2014, le Centre intercantonal d'information sur les croyances (CIC) offre une vision globale du paysage religieux genevois.

Cette initiative a révélé une réalité souvent sous-estimée : le rôle social des communautés religieuses auprès des migrant·exs à Genève. Ces communautés constituent des lieux informels d'échange, où, par exemple, des conseils pour trouver un logement ou un emploi sont partagés. Certaines d'entre elles proposent également un soutien pratique pour les démarches administratives et/ou favorisent la communication inter-culturelle en agissant comme des passerelles entre différents univers culturels. Ces communautés offrent aussi diverses ressources aux plus démunis·exs. À ce titre, le rôle social et culturel des communautés religieuses doit être pris en compte. Partant de ce constat, le CIC a lancé en 2022 un projet de recherche-action visant à approfondir cette dimension spécifique. Soutenu par le Programme d'intégration cantonal (PIC) et la Fondation Zurcher, ce projet intitulé *ReligioCités : religions et vie urbaine à Genève* vise à mieux comprendre et à mettre en lu-

mière la place des communautés religieuses dans le tissu socio-urbain de Genève. La recherche s'est concentrée sur cinq quartiers : les Pâquis, la Servette, le Petit-Saconnex, les Eaux-Vives et Champel. À travers une série de cinquante entretiens qualitatifs avec des acteur·rice·x·s impliqué·e·x·s dans l'action sociale, les milieux associatifs, les collectifs publics, ainsi que les communautés religieuses ou parareligieuses, nous avons pu retracer le motif tissé par les réseaux de solidarités locales.

Au-delà des singularités propres à chaque quartier, la recherche a montré de manière transversale la polyvalence des lieux de culte, lesquels se révèlent être de véritables lieux de vie. Bien au-delà de la pratique culturelle en tant que telle, ces espaces sont souvent des points d'ancrage où se déploient des relations d'entraide. Ces lieux de culte contribuent à la vie collective en proposant des lieux d'accueil, en distribuant des repas ou des colis alimentaires, des cours de langue, ou encore en favorisant des formes de rassemblements et du soutien personnel. Ils jouent aussi un rôle socioculturel et récréatif en proposant des cours de musiques, de danse, de couture, des représentations théâtrales, et des aires de jeux pour les enfants et adolescent·exs. Ces lieux rassemblent, que ce soit pour des rituels religieux/spirituels mais aussi lors des fêtes, au café ou au restaurant de la communauté, lors de soirées de jeux vidéo ou de collecte et de distribution de colis alimentaires. Ces interactions créent ainsi des liens qui dépassent les frontières du cultuel et qui s'intègrent pleinement à la vie de quartier. En conséquence, loin de disparaître de l'espace public comme le soutiennent les thèses sur la sécularisation, le cas genevois montre bien que le religieux maintient une grande vitalité, notamment à travers ses actions sociales à l'échelle des quartiers.

La recherche participative a pour objectif de construire collectivement une connaissance par le biais de la collaboration, permettant ainsi de résoudre les questions sociales qui peuvent émerger. C'est aussi pour mieux comprendre et faire connaître les centres culturels et leur rôle, ainsi que les diverses initiatives locales, que le CIC organise une série de trois forums au printemps 2024. Ces événements, gratuits et ouverts à tou·te·x·tes, constitueront des plateformes d'échanges et de rencontre. Les acteur·rice·x·s rencontré·e·x·s lors de la recherche présenteront leurs associations, projets ou initiatives qui contribuent à créer des liens sociaux ainsi que le développement de solidarités dans leur quartier. Animé par la journaliste et autrice Natacha de Santignac, le format de ces forums vise non seulement à sensibiliser au vivre-ensemble, mais aussi, en s'inspirant des méthodes de l'éducation populaire, à agir sur l'existant en co-construisant la réalité de demain. Rassemblant divers acteur·rice·x·s sociaux et socio-religieux, ces forums encouragent la création de réseaux durables entre les collectivités publiques, les communautés religieuses, ainsi que le monde associatif et celui de la recherche.

www.cic-info.ch

Jeudi 2 mai : Forum public : Quartiers solidaires. Quelles initiatives pour quelle vie de quartier ? - Servette & Petit-Saconnex

FEMMES À BORD

LÉA HERQUEL
COORDINATRICE SOCIALE

Femmes à Bord, c'est un espace qui accueille les femmes précarisées à Genève.

Un lieu de répit chaleureux et sécurisé, dans un quotidien stressant. Femmes à Bord (FAB) a été fondé par des travailleuses sociales. Conscientes de la sous-représentation des femmes dans les lieux d'accueil bas seuil, elles ont questionné l'absence de ce public pourtant existant et ont proposé de créer un espace dédié. L'association est née suite à cette initiative.

Les femmes en grande précarité vivent un stress permanent. Il faut s'organiser pour manger, ne pas se faire voler, savoir où prendre une douche, faire une machine à laver, manger quelque chose et s'organiser pour la nuit. C'est une pérégrination quotidienne à travers les structures et leurs exigences. Beaucoup des FABuleuses, comme nous les appelons, fréquentent les hébergements d'urgence. Certains lieux exigent qu'à 8 heures du matin les femmes hébergées quittent le lieu et ne reviennent qu'en fin d'après-midi, même en hiver.

Il faut trouver des solutions pour le moment présent et anticiper la prochaine nuit, les prochains risques. Ils sont nombreux : vol, agression physique, verbale, sexuelle.

Trouver un lieu pour la nuit au chaud et sécurisé, c'est dur. Il faut connaître les endroits et ne pas en parler, sinon demain ils seront utilisés par d'autres.

Souvent les lieux chauffés sont des sous-sols en escaliers, ce n'est pas pratique et on n'y dort jamais vraiment car il faut rester vigilante. Il y a le risque d'être agressée, volée, violée, délogée de force en pleine nuit, dénoncée à la police. Les femmes que nous accueillons à FAB sont fatiguées, éreintées par un rythme de vie trop intense. Quiconque se retrouverait à vivre dans ces conditions, développerait des troubles psy qui nécessiteraient une prise en charge rapide avec du repos et de la sécurité, mais cela n'existe pas, pas pour elles.

FAB accueille aussi des travailleuses pauvres : femmes de ménage, nounous, aides-soignantes, toutes celles qui s'occupent des autres sans que personne ne cotise pour elles. Et qui en plus d'un salaire misérable, n'ont pas de solution de garde pour leurs enfants, n'ont pas de vacances payées, ni de jours de maladie payés et n'auront pas de retraite. Certaines des femmes accueillies sont soutenues par l'aide sociale mais ne s'en sortent pas avec leur revenu. D'autres ont un lieu de vie, une chambre ou studio, mais souffrent de solitude.

Il y a les étudiantes fauchées, les femmes retraitées sans retraite, bref, un éventail de femmes vulnérabilisées. Les FABuleuses ont entre 20 et 75 ans. Elles sont en moyenne 15 à 30 par accueil.

Le dénominateur commun est le besoin de se retrouver pour un moment de répit dans un espace entre femmes. Ici, on cui-

sine ensemble, on mange ensemble, on rit, on pleure aussi parfois. On échange et on partage des conseils, des sourires, on se soutient mutuellement. Chacune est libre d'être elle-même. Aujourd'hui, Femmes à Bord fête ses 5 ans. L'association est située au chemin Annie-Jaggi, anciennement chemin de Galiffe, dans le quartier de la gare.

Nous ouvrons les lundis et jeudis pour des repas, de la distribution de produits d'hygiène de base, des produits menstruels adaptés, des cartes lessives. Nous organisons des activités au chaud durant les mois d'hiver, des dons de vêtements tout au long de l'année, des sorties culturelles et en nature. L'équipe sociale oriente les femmes vers le réseau socio-sanitaire et juridique.

Le défi majeur de ces prochains mois est de trouver un nouveau lieu de vie pour l'association. Nos locaux doivent être détruits à la fin de l'année. Nous avons besoin de trouver un espace à proximité de la gare Cornavin avec une surface de 150 m² environ. Nos recherches actives n'ont pas abouti. Sans lieu, nous ne pourrions pas continuer à offrir cet accueil bas seuil, auprès des femmes vulnérabilisées de Genève.

www.femmesabord.ch

LA COLLECTIVE - NOUVEAU LIEU FÉMINISTE AU CŒUR DE GENÈVE

ANNE-CÉLINE MACHET
DIRECTRICE FONDATION POUR L'ÉGALITÉ DE GENRE
(EX FONDATION MAISON DES FEMMES*)

La Collective est un projet mené par la Fondation pour l'égalité de genre (FEG), qui vise à rassembler dans un même lieu des prestations pour les femmes et les minorités de genre, à faire se rencontrer les associations féministes, à encourager les synergies, à promouvoir la diversité, à sensibiliser le public aux thématiques de l'égalité et du genre et à créer une plateforme de débats et d'échanges au centre de Genève.

Le bâtiment, situé au cœur de Plainpalais, proposera dès 2026 20 logements, une bibliothèque, des espaces de coworking, des bureaux, des services pour les femmes, une crèche-garderie, des espaces de conférence ainsi qu'un café-restaurant.

Depuis début 2023, La Collective a ouvert ses portes temporairement et accueille diverses activités telles que des expositions d'art et des performances, des cours de langues par l'association Découvrir, des ateliers par l'Espace santé femmes*, un escape game créé par la bibliothèque féministe Filigrane, des conférences, concerts... Plus de

2500 personnes ont découvert le lieu à ce jour, et la programmation culturelle et associative durera jusqu'en septembre 2024. La Collective fermera alors pour une période de deux ans, pendant laquelle le bâtiment sera entièrement rénové et les locaux réaménagés pour les activités futures.

En 2025, alors que le bâtiment sera en travaux, la prochaine étape importante de notre parcours sera l'organisation de la 2e édition des Bastions de l'Égalité, en partenariat avec le Réseau femmes* et les autorités publiques genevoises. Cet événement a pour objectif de valoriser auprès du public le travail de terrain des associations, tout en servant de plateforme pour partager des expériences et des idées et prendre des mesures pour faire avancer la cause de l'égalité.

En 2026, La Collective ouvrira officiellement ses portes après deux ans de travaux, avec une programmation (culturelle, sociale, politique) qui permettra à notre Fondation d'élargir son impact et sa portée.

Le projet de La Collective a été initié par un réseau d'associations genevoises, le Réseau Femmes*, regroupant 15 associations qui ont pour mission d'améliorer la qualité de vie et la cohésion sociale visant plus particulièrement les femmes et les minorités de genre dans divers domaines, tels que la santé, l'accès à la formation et à l'emploi, la création de lien social et développement de l'autonomie ou la prévention de discriminations.

Le féminisme et les droits des femmes et des minorités de genre en Suisse ont encore un long chemin à parcourir. Malgré les avancées législatives, politiques et culturelles de ces dernières années, le mouvement est cloisonné, peu de données sont disponibles sur les problèmes rencontrés par les femmes dans le pays, les campagnes de sensibilisation sont rares, les droits de reproduction sont encore une conversation en cours, et en première ligne de ce champ de bataille, la violence et la discrimination sont au centre des préoccupations. En effet, toutes les deux semaines et demie, une femme perd la vie à cause de la violence domestique dans le pays.

Nous pensons que le renforcement des liens entre les organisations, l'amplification des messages par le biais d'une plateforme commune, le partage des connaissances, des données et des informations précieuses fournies par les communautés, renforceront le mouvement, nous donneront une voix plus forte, augmenteront la visibilité et l'impact du travail effectué sur le terrain, et contribueront, nous l'espérons, à un changement positif vers une société plus égalitaire.

www.lacollective.ch

NUMÉRO 63

CAUSES
COMMUNES

